Un effet de campagne : le déclin de l'opposition des français au nucléaire en 2011-2012

Sylvain Brouard, Florent Gougou, Isabelle Guinaudeau, Simon Persico

▶ **To cite this version:**

Sylvain Brouard, Florent Gougou, Isabelle Guinaudeau, Simon Persico. Un effet de campagne : le déclin de l'opposition des français au nucléaire en 2011-2012. Revue Française de Science Politique, 2013, 63 (6), pp.1051-1079. 10.3917/rfsp.636.1051 . hal-02186509

HAL Id: hal-02186509

https://sciencespo.hal.science/hal-02186509

Submitted on 17 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UN EFFET DE CAMPAGNE

LE DÉCLIN DE L'OPPOSITION DES FRANÇAIS AU NUCLÉAIRE EN 2011-2012

Sylvain Brouard, Florent Gougou, Isabelle Guinaudeau et Simon Persico

Le 11 mars 2011, près de vingt-cinq ans après Tchernobyl, la catastrophe de Fukushima a brutalement réinscrit la question du nucléaire civil au sommet de l'agenda des démocraties industrialisées. La « renaissance nucléaire »[1] qui caractérisait les politiques énergétiques de nombreux pays depuis le début des années 2000 a connu un net coup d'arrêt et le recours à l'énergie nucléaire a été remis en cause dans plusieurs d'entre eux, notamment au Japon, en Italie et en Allemagne. La catastrophe de Fukushima a également affecté le climat d'opinion : certes, l'hostilité à la production d'énergie nucléaire est traditionnellement plus prononcée dans certains pays (Allemagne, Belgique, Italie) que dans d'autres (États-Unis, Royaume-Uni), mais elle a généralement progressé partout après l'explosion des réacteurs japonais[2].

Bien que la France soit le pays le plus dépendant au monde à l'égard de cette technologie[3], elle n'a pas connu d'augmentation durable de l'opposition à l'énergie nucléaire. Pourtant, il n'aurait pas été surprenant que la médiatisation des risques liés à l'exploitation des 58 réacteurs en activité sur le territoire ait une résonance amplifiée après l'accident de Fukushima. Or, après une recrudescence des opinions antinucléaires dans la population française aux lendemains immédiats de l'explosion, la tendance s'est ensuite rapidement inversée. L'attention élevée à l'enjeu nucléaire pendant la campagne présidentielle, initiée par un événement à tonalité négative, s'est accompagnée d'une évolution inattendue : le niveau d'adhésion au nucléaire dans l'opinion publique a progressé. Pourquoi ?

Cet article s'attache à résoudre cette énigme en étudiant la dynamique de la campagne pour l'élection présidentielle de 2012 sur l'enjeu nucléaire, et les effets qu'elle a produits sur l'électorat. Les campagnes électorales sont un temps fort dans la vie politique des démocraties représentatives. Elles donnent lieu à un effort organisé de la part des acteurs politiques, qui informent les électeurs (au double sens de fournir des informations et de donner une forme), pour leur permettre d'atteindre leur objectif électoral[4]. Après un vif débat pour savoir si les

1. Voir les exemples cités par Trevor Findlay, *Nuclear Energy and Global Governance. Ensuring Safety, Security and Non-Proliferation*, Londres, Routledge, 2011, p. 1. Voir également : M. V. Ramana, « Nuclear Power and the Public », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 67 (4), 2011, p. 43-51.
2. Laurent Bonneval, Cécile Lacroix-Lasnoë, *L'opinion publique européenne et le nucléaire après Fukushima*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2011 ; M. V. Ramana, « Nuclear Power and the Public », art. cité.
3. L'énergie nucléaire constitue la principale source de production française d'électricité depuis le milieu des années 1980 et son poids s'est accru au fil des décennies, pour se stabiliser à près de 80 % de l'électricité produite dans les années 2000.
4. David M. Farrell, Rüdiger Schmitt-Beck (eds), *Do Political Campaigns Matter ? Campaign Effects in Elections and Referendums*, Abington, Routledge, 2002 ; Jacques Gerstlé, *La communication politique*, Paris, Armand Colin, 2e éd., 2008, p. 115-134.

campagnes comptent vraiment[1], les recherches se sont réorientées sur la manière dont elles influencent l'électorat. Les travaux les plus récents concluent que les campagnes électorales ne sont pas en mesure de changer significativement « ce que pensent les citoyens », mais qu'elles ont une forte capacité de mise sur agenda[2] : elles permettraient de « changer ce à quoi pensent les citoyens »[3].

L'étude du recul de l'opposition au nucléaire en France, entre 2011 et 2012, offre une opportunité d'analyser en profondeur les déterminants et les mécanismes d'un effet de campagne. Cet article met en évidence que le déclin de l'opposition à l'énergie nucléaire est le produit conjoint d'une attention médiatique historiquement élevée, d'une politisation inédite, et d'un recadrage de l'enjeu nucléaire dans le contexte de la campagne présidentielle de 2012.

Dans une première partie, l'article montre que l'accident de Fukushima a été suivi de changements significatifs dans les opinions des Français à l'égard du nucléaire, mais que, contre toute attente, ces changements ont été en faveur du nucléaire à partir du mois d'octobre 2011. Les parties suivantes s'attachent à éclairer ce paradoxe, en décrivant les séquences d'attention médiatique, les mécanismes de politisation partisane, ainsi que le recadrage de l'enjeu nucléaire durant la campagne de 2012, puis en expliquant selon quelles logiques ces mécanismes ont affecté l'opposition au nucléaire au niveau individuel. La seconde partie démontre, à partir de données relatives à la couverture de l'enjeu nucléaire dans les colonnes du journal *Le Monde*, le caractère exceptionnel des dynamiques de médiatisation et de politisation qui ont eu lieu en 2011-2012, en insistant sur le recadrage opéré par Nicolas Sarkozy, la majorité présidentielle et les partisans du nucléaire. La troisième partie spécifie les effets attendus de la médiatisation, de la politisation et du recadrage sur l'évolution de l'opposition au nucléaire des citoyens, avant de tester empiriquement leur validité à partir des données des enquêtes TriÉlec. À cette fin, l'article mobilise deux types d'analyses : en premier lieu, l'étude des réponses apportées à une question ouverte sur les raisons de l'opposition ou du soutien au nucléaire, et en second lieu, des analyses de régression logistique de l'évolution de l'opposition au nucléaire dans cinq enquêtes, réalisées entre octobre 2011 et le jour du second tour de l'élection présidentielle.

Au-delà du cas d'étude proprement dit, l'article apporte un éclairage sur les mécanismes des effets de campagne, sur les relations entre enjeux et proximité partisane, ainsi que sur l'impact des médias sur la compétition politique.

1. Andrew Gelman, Gary King, « Why Are American Presidential Election Polls so Variable when Voters Are so Predictable ? », *British Journal of Political Science*, 23 (4), 1993, p. 409-51. Voir également Alan I. Abramowitz, « An Improved Model for Predicting Presidential Election Outcomes », *PS : Political Science and Politics*, 21 (4), 1988, p. 843-847.
2. D. Sunshine Hillygus, « Campaign Effects and the Dynamics of Turnout Intention in Election 2000 », *Journal of Politics*, 67 (1), 2005, p. 50-68 ; Shanto Iyengar, Adam F. Simon, « New Perspectives and Evidence on Political Communication and Campaign Effects », *Annual Review of Political Psychology*, 51, 2000, p. 149-169 ; Daron R. Shaw, « The Effect of TV Ads and Candidate Appearances on Statewide Presidential Votes, 1988-96 », *American Political Science Review*, 93 (2), 1999, p. 345-361 ; Sara B. Hobolt, Sylvain Brouard, « Contesting the European Union ? Why the Dutch and the French Rejected the European Constitution », *Political Research Quarterly*, 64 (2), 2011, p. 309-322.
3. Bernard C. Cohen, *The Press and Foreign Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1963.

Le paradoxe : le déclin de l'opposition au nucléaire dans l'opinion française

Les enseignements des enquêtes TriÉlec

Les cinq vagues des enquêtes TNS Sofres-TriÉlec[1] ont mesuré régulièrement, entre octobre 2011 et mai 2012, le niveau de soutien des Français à la production d'énergie d'origine nucléaire, en répliquant une question déjà posée dans le cadre de l'Eurobaromètre : « Êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou tout à fait opposé(e) à la production d'énergie par des centrales nucléaires ? »

Comment considérer les réponses apportées à une telle question de sondage ? Le débat est vif au sein de la science politique française entre les partisans des enquêtes d'opinion et leurs détracteurs. D'un côté, certains politistes, les sondeurs et les journalistes considèrent communément les réponses dans les enquêtes d'opinion comme l'expression d'opinions valides ou, autrement dit, comme une mesure des préférences politiques. À l'inverse, Pierre Bourdieu et de nombreux autres auteurs français à sa suite réfutent ces présupposés. Pour P. Bourdieu, « [t]oute enquête d'opinion suppose que tout le monde peut avoir une opinion ; ou, autrement dit, que la production d'une opinion est à la portée de tous. Quitte à heurter un sentiment naïvement démocratique, je contesterai ce premier postulat »[2]. Sur cette base, il conviendrait de rejeter toute validité scientifique à l'analyse des réponses recueillies dans les enquêtes d'opinion, qui constitueraient « un *artefact* pur et simple ».

Cet article se situe entre ces deux pôles. Dans la perspective initiée par J. Zaller, l'attention à la chose publique et l'intérêt pour la politique des citoyens ne sont pas conçus comme des dispositions immuables. Rares sont les individus qui ont des préférences stables sur l'ensemble des enjeux politiques. Par conséquent, les réponses aux questions d'enquête ne doivent pas être considérées comme le produit d'attitudes fixes et cohérentes sur l'enjeu en question, mais comme le reflet des considérations ou « des pensées qui sont les plus accessibles en mémoire au moment de la réponse »[3]. Malgré cette drastique reconsidération de la signification des réponses aux sondages d'opinion[4], J. Zaller souligne que ni l'opinion personnelle, ni les résultats des enquêtes d'opinion ne sont dénués de signification : ces résultats doivent être considérés comme un révélateur de l'équilibre relatif des considérations sur un sujet donné à un niveau individuel ou agrégé. Cette approche, à la fois réaliste et constructive, est particulièrement appropriée pour étudier et comprendre l'évolution des réponses dans les enquêtes d'opinion, au-delà de l'alternative réductrice entre un changement des attitudes improbable sur le court terme et des réponses aléatoires produites par des non-attitudes[5].

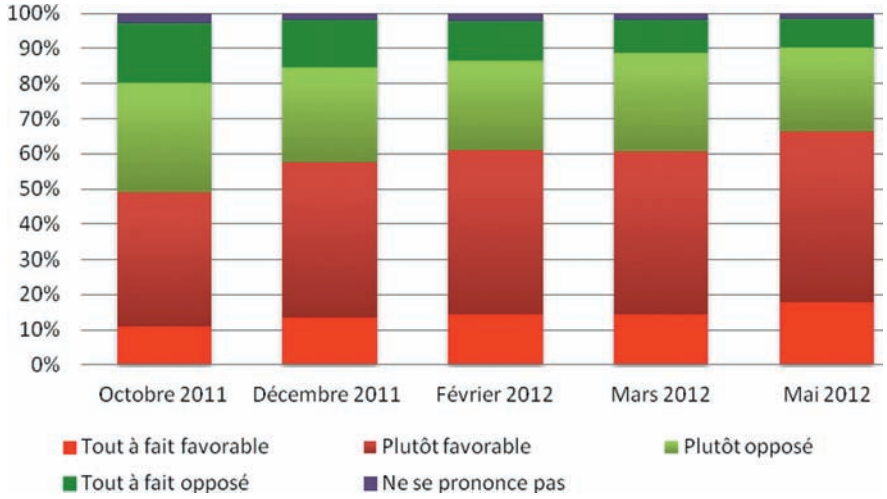
Cette perspective offre un cadre d'analyse extrêmement pertinent pour comprendre l'évolution de l'opposition à l'énergie nucléaire pendant la campagne présidentielle : dans sa thèse sur les médias et l'agenda de l'électronucléaire en France entre 1970 et 2000, Philippe

1. Enquêtes TNS Sofres-TriÉlec, octobre 2011, décembre 2011, février 2012, mars 2012 et mai 2012, financées par Sciences Po Bordeaux, Grenoble et Paris, ainsi que par le ministère de l'Intérieur pour les 4 premières vagues et Sopra Group pour l'ultime vague.
2. Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps modernes*, 318, 1973, p. 1292-1309.
3. John Zaller, Stanley Feldman, « A Simple Theory of the Survey Response : Answering Questions *versus* Revealing Preferences », *American Journal of Political Science*, 36 (3), 1992, p. 579-616, notamment p. 580.
4. Pour une discussion approfondie de l'approche de J. Zaller et une expérimentation de ses composantes, voir Nonna Mayer, « Dispositions et situations : la démocratie mise à l'épreuve », dans Pierre Favre, Olivier Filleule, Fabien Jobard (dir.), *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte, 2007, p. 149-161.
5. Philip Converse, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », dans David Apter (ed.), *Ideology and Discontent*, Glencoe, The Free Press, 1964, p. 206-261.

Blanchard caractérise la majorité des répondants sur le nucléaire comme « peu informée, peu impliquée, dont les choix sont peu affirmés et fluctuent avec la conjoncture »[1]. Sur cette base, les opinions sur le nucléaire ne peuvent pas être conçues comme le produit d'attitudes stables. Ph. Blanchard estime d'ailleurs qu'un « événement traumatisant, comme un accident en France ou à l'étranger, ou un nouveau scandale à propos de la transparence des autorités, pourrait transférer la majorité vers l'idée d'un arrêt complet des centrales. Symétriquement, une crise économique majeure (préfigurée par le krach bancaire et boursier de 2007) ou une rupture de l'approvisionnement en hydrocarbures semblent en mesure de faire évoluer la majorité vers l'idée d'une reconduite du programme de construction de nouvelles centrales »[2]. Dans ce cadre, il est particulièrement intéressant d'analyser l'impact de l'accident de Fukushima et de la campagne présidentielle 2012 marquée par une crise économique profonde, sur le climat d'opinion français à l'égard de l'énergie nucléaire.

De ce point de vue, le graphique 1 révèle une évolution *a priori* surprenante suite à l'accident de Fukushima. Moins d'un an après la catastrophe du 11 mars 2011[3], la proportion des Français favorables au nucléaire connaît une résurgence nette et rapide. Cette évolution s'opère dès le dernier trimestre 2011, plus exactement entre la fin de la primaire socialiste et le début du mois de décembre 2011. La proportion de personnes interrogées exprimant une opinion favorable passe de 50 % en octobre 2011 (39 % de plutôt favorables et 11 % de tout à fait favorables) à 58 % en décembre 2011 (respectivement 44 % et 14 %) puis 61 % en février 2012 et mars 2012 (respectivement 46 % et 15 %) et enfin 66 % (respectivement 48 % et 18 %) en mai 2012.

Graphique 1. Le soutien à la production d'énergie nucléaire en France (octobre 2011-mai 2012)



Sources : Enquêtes TNS Sofres-TriÉlec, octobre 2011-mai 2012.

1. Philippe Blanchard, « Les médias et l'agenda de l'électronucléaire en France. 1970-2000 », thèse de doctorat en science politique, Paris, Université Paris-Dauphine, 2010, p. 163.
2. Ph. Blanchard, *ibid.*, p. 163.
3. Les opinions favorables ont connu une baisse immédiatement après Fukushima (Cf. L. Bonneval, C. Lacroix-Lasnoë, *L'opinion publique européenne et le nucléaire après Fukushima*, *op. cit.*, et Commissariat général au développement durable, *Le point sur les Français et l'énergie*, 139, août 2012), baisse que nos données ne permettent pas d'observer. Quoi qu'il en soit, cette baisse à court terme a été très rapidement suivie d'une hausse plus forte encore.

La confirmation d'une dynamique inédite

Mesurer un phénomène et ses évolutions à partir d'une seule variable peut évidemment prêter à la critique du hasard[1]. Pour confirmer la robustesse de la dynamique mise en évidence par les enquêtes TriElec, nous avons eu recours à deux stratégies de validation.

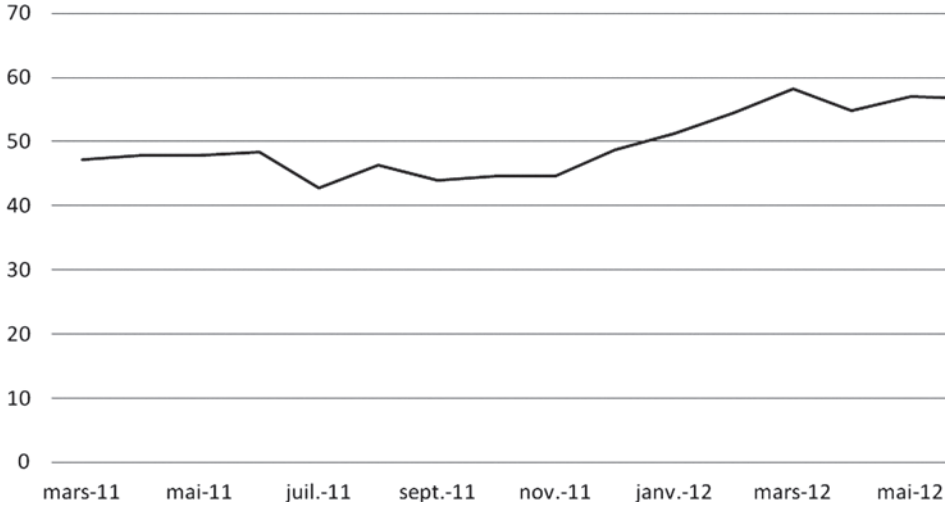
Dans un premier temps, afin de tenir compte des biais possiblement induits par le fait que les enquêtes TriElec ne sont pas spécifiquement dédiées à la question du nucléaire, mais à un suivi général de la campagne présidentielle, nous avons confronté nos résultats à ceux d'autres enquêtes disponibles incluant des indicateurs sur cette question. Toutes les séries disponibles corroborent les observations opérées à partir des données TriElec. Les tendances décrites plus haut sont cohérentes avec celles enregistrées par l'enquête « Études des perceptions et attentes du grand public »[2], par le baromètre des énergies d'EDF, mais aussi avec les résultats du Baromètre d'opinion sur l'énergie et le climat[3], avec une évolution convergente entre 2011 et 2012[4].

Dans un second temps, nous avons construit un « indice longitudinal de préférence »[5] (ou « *mood* ») sur l'énergie nucléaire, selon la méthode mise au point par J. Stimson. Cette mesure synthétise, en un indicateur unique et comparable dans le temps, les évolutions de l'opinion publique appréhendées à partir de plusieurs questions posées de manière plus ou moins régulière. Le fait de disposer de plusieurs enquêtes effectuées à intervalles rapprochés sur la période qui nous intéresse nous a permis d'estimer un *mood* mensuel à partir des enquêtes ayant eu lieu après l'accident nucléaire de Fukushima, entre mars 2011 et juin 2012 (graphique 2). Cet indicateur, basé sur 24 mesures réalisées à travers six séries de questions relatives aux opinions à l'égard de l'énergie nucléaire, confirme la tendance[6] mise au jour à partir des données TriElec et écarte l'éventualité d'une observation fortuite ou fondée sur une mesure biaisée. L'augmentation du soutien au nucléaire entre novembre 2011 et mars 2012 est patente (+ 14 points), après une phase relativement stable entre mars et novembre 2011[7].

---

1. Sur ce point, on peut lire James Stimson, Vincent Tiberj, Cyrille Thiébaut, « Le *mood*, un nouvel instrument au service de l'analyse dynamique des opinions : application aux évolutions de la xénophobie en France (1999-2009) », *Revue française de science politique*, 60 (5), octobre 2010, p. 901-926, notamment p. 903.
2. Les enquêtes « Les Français et la science. Études des perceptions et attentes du grand public » et TriÉlec ont été réalisées par TNS Sofres selon deux méthodologies différentes (respectivement en face à face et par téléphone) dans des intervalles très proches (respectivement les 17 novembre-2 décembre 2011 et 8-9 décembre 2011). Elles ont posé la même question : « À propos de l'énergie, on pense aujourd'hui à deux solutions, laquelle aurait votre préférence ? Remplacer au fur et à mesure les anciennes centrales nucléaires par de nouvelles situées au même endroit ; Ne pas remplacer ces centrales et abandonner peu à peu cette énergie ». La proportion de répondants choisissant la seconde modalité de réponses fut la même (56 %). La proportion de répondants en faveur de la première modalité est plus importante dans l'enquête TriÉlec, au détriment de la proportion de répondants sans opinion. L'enquête « Études des perceptions et attentes du grand public » est présentée dans Daniel Boy, « Les représentations sociales de la science et de la technique », dans Olivier Duhamel, Édouard Lecerf (dir.), *L'État de l'opinion 2013*, Paris, Seuil, 2013, p. 227-248.
3. Commissariat général au développement durable, « Baromètre d'opinion sur l'énergie et le climat en 2012 », *Chiffres et Statistiques*, 412, avril 2013.
4. Le baromètre 2013 de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire présente également une évolution similaire.
5. J. Stimson, V. Tiberj, C. Thiébaut, « Le mood, un nouvel instrument au service de l'analyse dynamique des opinions… », art. cité. Le logiciel WCalc, utilisé pour construire le *mood*, est téléchargeable gratuitement : ‹http://www.unc.edu/~jstimson/Software.html›.
6. Les 6 séries sont positivement corrélées avec l'indicateur longitudinal de préférence et avec une forte intensité puisque le niveau de corrélation (R de Pearson) le plus faible est de .73.
7. Les données incluses dans cette analyse ne permettent pas de mettre en évidence la différence de niveau de soutien au nucléaire avant et après l'accident de Fukushima qui apparaitra dans l'analyse à suivre.

Graphique 2. Évolution du soutien à l'énergie nucléaire dans l'opinion française (*mood*) entre mars 2011 et juin 2012



Sources : Enquêtes TNS Sofres-TriÉlec, octobre 2011-mai 2012 ; le baromètre d'opinion des Français sur l'énergie, juillet 2011-novembre 2012 ; le baromètre de l'énergie, EDF, mars 2011-juin 2012 ; Enquête Ifop (mars 2011-mars 2012) ; enquête du CREDOC pour l'Observatoire de l'énergie (juillet 2011-janvier 2012) ; baromètre de l'IRSN.

Le *mood* est également utile pour inscrire les développements récents dans une perspective historique. De ce point de vue, il est particulièrement intéressant de comparer les évolutions dans la période post-Fukushima avec les mois qui ont suivi la catastrophe de Tchernobyl. Le problème de ne pas disposer d'une série longue de questions[1] est compensé par le fait que la méthode de calcul du *mood* neutralise les possibles biais associés aux intitulés des questions ou aux méthodologies des enquêtes[2]. Il a déjà été montré que le niveau du soutien au nucléaire varie selon qu'on interroge les personnes sur leur position générale sur la production d'électricité nucléaire, sur la nécessité d'abandonner cette technologie ou sur celle de ne pas remplacer les centrales en fin de vie. Ces différences de formulation expliquent que deux sondages, parus au lendemain de l'accident de Fukushima, aient pu arriver à des conclusions radicalement divergentes[3].

Notre indicateur du niveau de soutien annuel au nucléaire (graphique 3) a été calculé à partir de 302 mesures, réalisées à travers 24 questions différentes et issues de treize sources

1. Les séries barométriques de l'institut BVA pour le CEA, EDF, Framatome et la Cogéma, ou du CREDOC, utilisées par Ph. Blanchard (« Les médias et l'agenda de l'électronucléaire en France… », cité, p. 130-133), ne couvrent pas la totalité de la période qui nous intéresse et ne sont pas disponibles dans leur intégralité.
2. William A. Gamson, André Modigliani, « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power : A Constructionist Approach », *American Journal of Sociology*, 95 (1), 1989, p. 1-37.
3. Dans un sondage réalisé par la Sofres les 15 et 16 mars 2011 sur commande d'EDF, 42 % des personnes interrogées se déclaraient favorables à l'abandon du nucléaire. La question posée était la suivante : « Êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable, pas du tout favorable à la demande des écologistes d'abandonner la production du nucléaire en France ? ». Dans un autre sondage, réalisé par l'Ifop les 15 et 17 mars 2011 sur commande d'EELV, 70 % des personnes interrogées se déclaraient favorables à un arrêt du nucléaire. La question était la suivante : « Souhaitez vous que la France : 1/ poursuive son programme nucléaire et construise de nouvelles centrales ; 2/ arrête progressivement sur 25 ou 30 ans son programme nucléaire ; 3/ arrête rapidement son programme nucléaire ? ». 51 % des personnes interrogées souhaitaient arrêter en 25 ou 30 ans, 19 % souhaitaient l'arrêter rapidement et 30 % seulement voulaient la poursuite du nucléaire.

(sondages et baromètres), posées au minimum trois fois entre 1975 et 2012[1]. Outre ses avantages méthodologiques, l'utilisation de cet indicateur est appropriée pour notre approche théorique : J. Stimson lui-même considère explicitement l'approche de J. Zaller et S. Feldman comme le fondement théorique, au niveau individuel, de son approche macroscopique de l'évolution de l'opinion publique[2]. D'autre part, comme le soulignent J. Stimson, V. Tiberj et C. Thiébaut, « l'indice longitudinal permet de procéder à une nouvelle approche du contexte et des changements sociopolitiques, donnant une autre image de la démocratie que celle traditionnellement inférée des résultats antérieurs des analyses de l'opinion par les théories classiques. Ce que montre le *mood* des publics n'est conforme ni à la vision d'électeurs idéologisés et stables dans leurs préférences et systèmes de valeur, ni à celle qui veut que seule une minorité de citoyens particulièrement attentifs aux affaires publiques évoluent au gré des débats et de l'actualité politiques »[3].

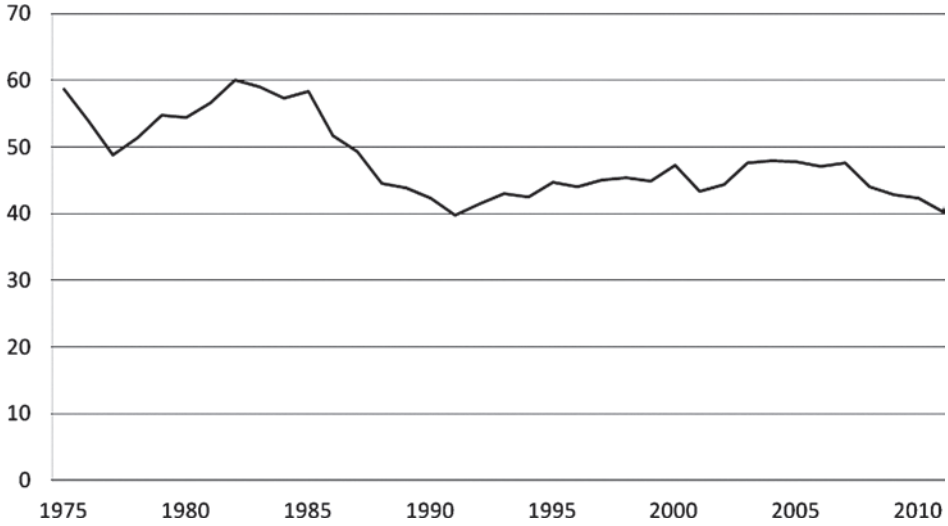
Replacée dans une perspective de long terme, la polarisation du climat d'opinion en faveur de l'énergie nucléaire en 2011-2012 apparaît comme plus exceptionnelle encore. Contrairement à certaines idées reçues, l'opinion française est restée majoritairement antinucléaire depuis 1986 et l'accident de Tchernobyl. Le niveau de soutien au nucléaire atteint en 2012, au terme d'une hausse rapide (+ 7 points), est relativement élevé et n'a été atteint qu'au cours de la période précédant l'accident de Tchernobyl et pendant la « renaissance nucléaire » du début des années 2000. L'évolution post-Fukushima est plus étonnante encore lorsqu'on la compare avec les mois et les années qui ont suivi l'accident nucléaire de Tchernobyl, qui avaient été rythmés par un déclin continu du soutien à l'énergie nucléaire (– 19 points), tombé à environ 40 % en 1990[4]. Les deux catastrophes semblent donc avoir eu des conséquences très différentes sur le climat d'opinion. Enfin, la tendance était à un recul du soutien au nucléaire depuis 2009 : la hausse de la fin 2011 et du début 2012 est donc venue brusquement inverser une tendance à la baisse pour porter notre indicateur à son niveau actuel.

L'évolution favorable de l'opinion française vis-à-vis du nucléaire au cours de la campagne électorale 2011-2012, que cette première partie a confirmée, est singulière à plusieurs égards. Dans une perspective comparative d'abord, puisque l'hostilité à l'égard du nucléaire a généralement progressé dans les autres pays après l'accident nucléaire de Fukushima[5]. Dans une perspective historique ensuite, puisque le contraste est patent avec l'évolution après l'accident de Tchernobyl, marquée par une hostilité croissante des Français à l'égard du nucléaire. Comment expliquer cette remontée des opinions favorables à l'énergie nucléaire dans l'année qui suit une catastrophe majeure ? La forte médiatisation, la politisation inédite et le recadrage réussi de l'enjeu nucléaire constituent les clés de compréhension de ce recul paradoxal de l'hostilité au nucléaire pendant la campagne de 2012.

---

1. Pour une présentation détaillée des indicateurs inclus, voir Sylvain Brouard, Isabelle Guinaudeau, « Policy beyond Politics ? Public Opinion, Party Politics and the French Pro-Nuclear Energy Policy », *Journal of Public Policy*, à paraître en 2014. Les deux indices synthétiques de soutien au nucléaire sont basés sur des données différentes et une période différente. De la sorte, les niveaux ne sont pas similaires même si les évolutions sont congruentes.
2. James Stimson, *Tides of Consent*, Cambridge, Cambridge Univeristy Press, 2004, p. 28-30.
3. J. Stimson, V. Tiberj, C. Thiébaut, « Le mood, un nouvel instrument au service de l'analyse dynamique des opinions… », art. cité, p. 923.
4. On ne constate pas, dans les quelques mois ou années qui suivent la catastrophe de Tchernobyl, d'effet « rebond » similaire à celui que l'on peut observer après Fukushima.
5. L. Bonneval, C. Lacroix-Lasnoë, *L'opinion publique européenne et le nucléaire après Fukushima*, *op. cit.* Voir également M. V. Ramana, « Nuclear Power and the Public », art. cité.

Graphique 3. Évolution du soutien à l'énergie nucléaire dans l'opinion française (*mood*), entre 1977 et 2012



La campagne de 2012 et l'enjeu nucléaire : médiatisation, politisation et « recadrage »

L'inhabituelle présence médiatique de l'enjeu nucléaire

Au-delà des évolutions du climat d'opinion, la campagne présidentielle a été marquée par une médiatisation exceptionnelle des questions liées à l'énergie nucléaire. La chronologie de cette médiatisation a été appréhendée à partir des colonnes du journal *Le Monde*. Le rôle de ce quotidien de référence dans la mise sur agenda médiatique de ces questions a déjà été mis en évidence par Ph. Blanchard, qui observe une reprise des priorités de ce quotidien par d'autres médias – quotidiens (*Libération*), hebdomadaires (*Le Point* et *L'Express*) et journaux télévisés (France 2) : « Le nucléaire se construit assez largement [...] par entraînement à court terme entre les médias »[1] et *Le Monde* joue un rôle prééminent dans cet entraînement.

Comme le montre le graphique 4, l'énergie nucléaire fait globalement l'objet d'une attention limitée depuis la fin des années 1970, mais occupe ponctuellement le devant de la scène médiatique. La période 1977-1981 est marquée par une forte mobilisation antinucléaire en France – d'une ampleur au moins égale à celle qui avait lieu au même moment en Allemagne de l'Ouest[2] – ce qui explique la saillance élevée du nucléaire. Si le début des années 1980 est marqué par l'essoufflement de la mobilisation antinucléaire et la dépolitisation de la question[3], les années qui suivent connaissent quatre grands pics d'attention : 1/ en 1986, suite à l'accident de Tchernobyl ; 2/ en 1997, en raison d'une controverse au sujet de l'usine de

1. Ph. Blanchard, « Les médias et l'agenda de l'électronucléaire en France. 1970-2000 », cité, p. 411. De manière générale, on pourra se référer à la conclusion de la thèse de Ph. Blanchard pour une présentation synthétique des grandes étapes de la mise sur agenda du nucléaire en France sur la période 1970-2005.
2. Sur la base d'une analyse des mobilisations antinucléaires telles qu'elles sont couvertes dans les médias, Sven Hutter a récemment produit un indicateur du degré de mobilisation dans onze pays : Sven Hutter, « The Protest Politics of Nuclear Energy, 1975 to 2011 », dans Wolfgang C. Müller, Paul W. Thurner (eds), *Phasing-out and Phasing-in. The Comparative Politics and Policies of Nuclear Energy in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2014.
3. Ph. Blanchard, « Les médias et l'agenda de l'électronucléaire en France. 1970-2000 », cité, p. 402.

retraitement de déchets nucléaires de La Hague, de l'entrée de ministres écologistes au gouvernement et des débats sur le démantèlement de Superphénix[1] ; 3/ en 2006-2007, en lien avec la « renaissance nucléaire » et la décision, à l'issue d'une longue pause, de construire des réacteurs EPR en France, mais aussi en raison des débats relatifs à la prolifération nucléaire et au rôle potentiel de l'énergie nucléaire dans la lutte contre le réchauffement climatique[2] ; 4/ en 2011, suite à la catastrophe de Fukushima.

La visibilité historiquement élevée de l'enjeu nucléaire dans les médias en 2011-2012 ne s'explique toutefois pas seulement par l'accident de Fukushima : elle renvoie également à la politisation inédite de l'enjeu du nucléaire pendant la campagne présidentielle. L'analyse détaillée de la chronologie de la couverture médiatique de l'enjeu nucléaire depuis janvier 2006 confirme le poids de ces deux facteurs (graphique 5). Si la saillance du nucléaire ne dépasse jamais 44 articles par mois entre début 2006 et l'accident de Fukushima, elle connaît un pic (à 131 articles) en mars 2011, pour ensuite demeurer à un niveau comparativement élevé jusqu'en juin 2011. À l'issue de cette longue séquence, l'attention médiatique au nucléaire reflue au niveau moyen constaté durant les étés précédents, avant de retrouver un niveau plus soutenu en septembre et octobre 2011, du fait des débats autour de l'enjeu nucléaire lors de la primaire du Parti socialiste (PS) : M. Aubry, favorable à la « sortie du nucléaire », s'oppose alors à F. Hollande, partisan d'une « sortie du tout-nucléaire ». En novembre 2011, un nouveau pic d'attention est clairement perceptible (102 articles, soit plus de trois articles par jour en moyenne) : il coïncide avec la conclusion mouvementée des négociations programmatiques et électorales entre Europe Écologie-Les Verts (EELV) et le PS. Parallèlement, le président de la République et les membres de la majorité présidentielle se saisissent de cet enjeu, ainsi que plusieurs groupes d'intérêt pro-nucléaires, afin de marquer leur différence avec le PS et EELV. L'attention décroît finalement à partir de décembre 2011, mais reste à un niveau relativement soutenu jusqu'au printemps 2012.

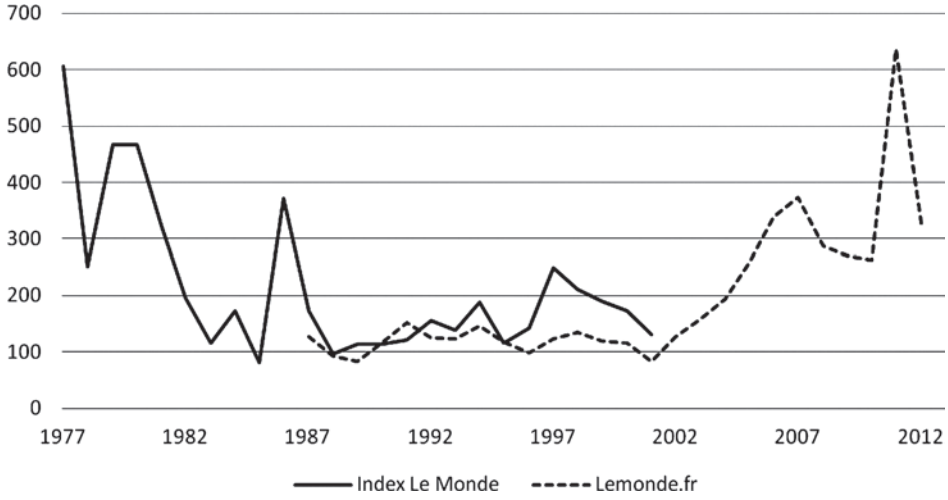
La comparaison avec la campagne présidentielle de 2007 confirme le caractère exceptionnel de la médiatisation du nucléaire pendant la campagne présidentielle 2012. Entre septembre 2011 et avril 2012, le nombre d'articles consacrés au nucléaire a été supérieur de près de 80 % à ce qu'il était au cours de la même période en 2006-2007. De ce point de vue, le moment clé se situe en novembre 2011, où il y a eu trois fois plus d'articles consacrés au nucléaire qu'en novembre 2006. Dans les mois qui suivent, la visibilité médiatique du nucléaire est restée supérieure par rapport à 2006-2007. Le désaccord EELV-PS a de fait ouvert une fenêtre d'opportunité pour une politisation inédite de l'enjeu nucléaire.

Une politisation inédite

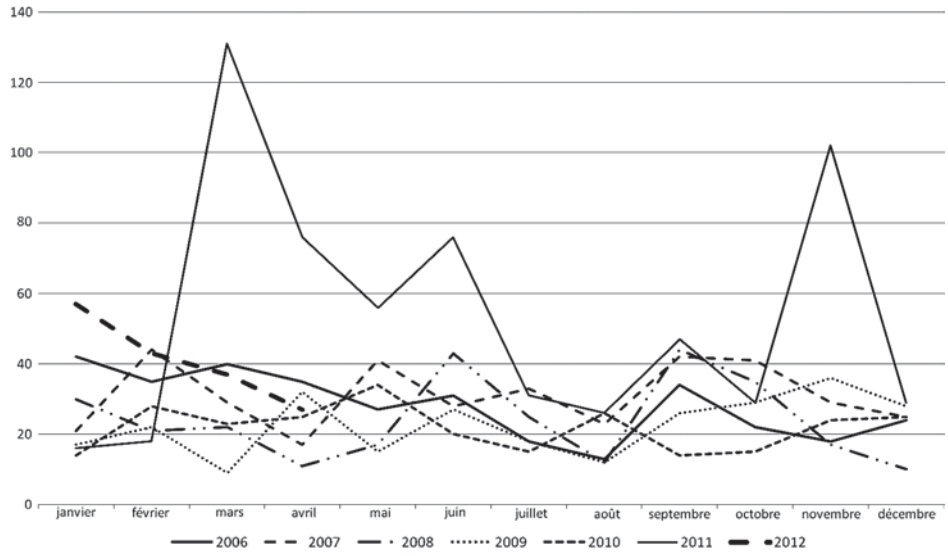
En 2012, pour la première fois depuis le début de la Cinquième République, les choix de politique nucléaire ont fait partie des principaux thèmes débattus au cours d'une campagne électorale nationale. Pendant longtemps, ceux-ci n'ont pas été politisés, c'est-à-dire qu'ils n'ont

1. Olivier Baisnée, « Publiciser le risque nucléaire. La polémique autour de la conduite de rejets en mer de l'usine de la Hague », *Politix*, 14 (54), 2001, p. 157-181.
2. La décision de Nicolas Sarkozy et de Jean-Louis Borloo de ne pas inclure le nucléaire dans les sujets débattus au sein du Grenelle de l'environnement a aussi paradoxalement renforcé la saillance médiatique du sujet en 2007, dans la mesure où ce choix a été fortement critiqué par les associations écologistes. L'attention accrue aux problématiques énergétiques (sobriété, diversification du *mix* énergétique) dans les campagnes électorales de 2008 (municipales) et 2009 (européennes) peut aussi être considérée comme responsable du niveau relativement élevé de la saillance du nucléaire entre 2008 et 2010.

Graphique 4. Nombre d'articles relatifs à l'énergie nucléaire dans *Le Monde*[1]



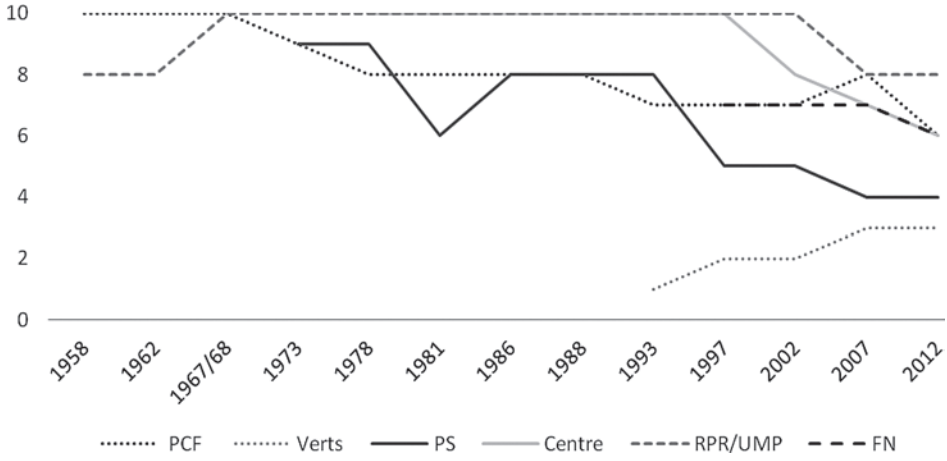
Graphique 5. Nombre d'articles incluant les mots « énergie » et « nucléaire » dans *Le Monde* (janvier 2006-avril 2012)



1. Afin de mesurer la couverture médiatique relative à l'énergie nucléaire dans *Le Monde*, nous avons eu recours à trois sources différentes. Entre 1977 et 2001, les articles relatifs à l'énergie nucléaire ont été identifiés en utilisant l'Index annuel *Le Monde*. Après 2001, celui-ci n'a plus été publié : nous avons donc utilisé la base de données Factiva pour accéder aux articles publiés dans *Le Monde* entre 1995-2008. Aujourd'hui, *Le Monde* n'est plus aujourd'hui accessible dans cette base de données : nous avons donc eu recours à une troisième source, le moteur de recherche du site <http://www.lemonde.fr> (les données ont été extraites en février 2013). Comme le montre le graphique, il existe des différences selon la source consultée (électronique ou imprimée). Toutefois, les évolutions sont convergentes, de sorte que l'évolution générale de l'attention médiatique au nucléaire entre 1977 et 2012 est robuste, même si la comparaison des niveaux d'attention entre le début et la fin de la période étudiée doit être effectuée avec prudence.

pas été l'objet de différenciation visible entre les principaux partis[1]. La rétrospective des campagnes électorales nationales et l'examen des programmes des partis français montrent en effet qu'en dépit de mobilisations considérables dans la société civile à la fin des années 1970, les grands partis sont restés cantonnés sur une position pro-nucléaire. Dans le cadre d'un projet comparatif sur les choix de politique nucléaire en Europe de l'Ouest[2], nous avons procédé au codage systématique de la position défendue dans chaque programme depuis 1958, sur une échelle allant de 0 (pas d'énergie nucléaire et/ou arrêt immédiat des centrales nucléaires) à 10 (ambitieux programme de développement de l'énergie nucléaire). Les positionnements des principaux partis français sur cette échelle, présentés dans le graphique 6, témoignent du large consensus qui a longtemps régné en France en matière d'énergie nucléaire.

Graphique 6. La position des partis français sur l'énergie nucléaire (1958-2012)



Entre 1958 et 1988, tous les partis, à une exception près (le PS en 1981), ont une position clairement pro-nucléaire. L'absence de politisation de la politique électronucléaire se caractérise donc par le consensus entre les grands partis et la marginalité de ce thème dans les programmes partisans[3]. Elle s'explique à la fois par des préférences substantielles des partis, dont les projets politiques les prédisposent plus ou moins à soutenir la production d'énergie nucléaire, et par des considérations stratégiques. Pour des raisons historiques, les partis s'inscrivant dans la tradition gaulliste et le parti communiste sont les forces politiques les plus favorables au nucléaire. Ils recourent d'ailleurs souvent aux mêmes types d'arguments, invoquant les avantages de cette technologie en termes de confort, d'emploi, d'indépendance et d'avantages compétitifs[4]. Les partis centristes, fédérés pour la plupart dans l'UDF à partir de 1978, ont également activement soutenu le développement de l'énergie nucléaire, en

1. Dorothy Nelkin, Michael Pollack, *The Atom Besieged. Extraparliamentary Dissent in France and Germany*, Cambridge, MIT Press, 1981 ; Herbert Kitschelt, « Political Opportunity Structures and Political Protest : Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, 16 (1), 1986, p. 57-85 ; Dieter Rucht, « The Anti-nuclear Power Movement and the State in France », dans Helena Flam (ed.), *States and Anti-Nuclear Movements*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 1994, p. 129-162 ; Yannick Barthe, *Le pouvoir d'indécision. La mise en politique des déchets nucléaires*, Paris, Economica, 2006.
2. W. C. Müller, P. W. Thurner (eds), *Phasing-out and Phasing-in..., op. cit.*
3. Sylvain Brouard, Isabelle Guinaudeau, « High Profile Policy and Low Salient Politics : Nuclear Energy Policy in France », dans W. C. Müller, P. W. Thurner (eds), *Phasing-out and Phasing-in..., ibid.*
4. Gabrielle Hecht, *Le rayonnement de la France. Énergie nucléaire et identité nationale après la seconde guerre mondiale*, Paris, La Découverte, 2004.

particulier sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, entre 1974 et 1981. Plus généralement, les partis qui ont exercé le pouvoir évitent de remettre en cause[1] un programme central pour l'approvisionnement électrique du pays[2] et dans lequel des sommes considérables ont été investies[3].

Le PS n'a pas les mêmes dispositions historiques et idéologiques à promouvoir le nucléaire que les communistes, les gaullistes et les centristes. Au contraire, ses liens avec le syndicat CFDT, majoritairement antinucléaire[4], constituent une incitation à contester les choix énergétiques des années 1960 et 1970. La position la plus critique exprimée avant la création des Verts est d'ailleurs celle des socialistes en 1981 : même s'il ne remet pas en cause la politique nucléaire, François Mitterrand introduit quelques propositions de nature à répondre aux préoccupations antinucléaires, dont l'abandon du projet de centrale à Plogoff[5]. Pour autant, le nucléaire n'est pas particulièrement politisé durant la campagne de 1981 et l'arrivée de la gauche au pouvoir n'entraîne pas de remise en cause profonde de la politique électro-nucléaire française. Seule la construction de la centrale de Plogoff est annulée et, après l'organisation d'un débat sur l'énergie au cours du second semestre 1981, le programme nucléaire poursuit son expansion[6]. Cette continuité peut bien sûr s'expliquer par l'inertie des choix antérieurs et l'ampleur des sommes déjà engagées dans le développement nucléaire, mais aussi par les contraintes liées à la nécessité, pour le PS, de conserver l'appui du PCF, très favorable au nucléaire.

Cette situation perdure jusqu'en 1993 : aucun parti politique hostile au nucléaire ne fédère plus de 3 % des suffrages aux élections législatives et le PCF reste le partenaire de coalition privilégié du PS. Les premiers succès électoraux des écologistes et le déclin continu du PCF changent la donne : désormais, le PS doit ménager les Verts dans ses propositions. De ce point de vue, le graphique 6 montre clairement une inflexion programmatique du PS en 1997 lorsqu'il scelle pour la première fois un accord de gouvernement avec les Verts. Toutefois, en dépit de l'entrée au gouvernement de ministres écologistes, la politique nucléaire est loin d'être abandonnée : si le gouvernement Jospin décide l'arrêt de Superphénix en 1998 et n'autorise pas de nouveau projet de construction, il confirme la mise en service et la connexion au réseau des réacteurs de Civaux en 1997 et de Chooz en 2002.

---

1. Le refus d'inclure le nucléaire dans la liste (qui se voulait pourtant exhaustive) des sujets discutés lors du Grenelle de l'environnement confirme cette volonté de ne pas ouvrir le débat à propos du bien fondé du programme nucléaire.
2. Depuis 1973, l'augmentation de l'électricité produite en France (+ 314 %) a quasi exclusivement résulté de la production d'électricité nucléaire, une production qui avoisine aujourd'hui 400 TWh annuels.
3. Depuis la création du Commission à l'énergie atomique, en 1945, et la décision de recourir à la production d'électricité d'origine nucléaire, les investissements dans la filière atteignent 188 milliards d'euros, selon une récente évaluation de la Cour des comptes : cf. <http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/Les-couts-de-la-filiere-electro-nucleaire>.
4. Philippe Garraud, « Politique électro-nucléaire et mobilisation : la tentative de constitution d'un enjeu », *Revue française de science politique*, 29 (3), juin 1979, p. 448-474 ; Dorothy Nelkin, Michael Pollak, « The Political Parties and the Nuclear Energy Debate in France and Germany », *Comparative Politics*, 12 (2), 1980, p. 127-141.
5. Pour mémoire, les propositions étaient les suivantes : renforcement du contrôle des centrales nucléaires, limitation du programme nucléaire aux centrales en construction en attendant que le pays se prononce par référendum, et loi-cadre garantissant le contrôle citoyen, notamment pour les questions de sécurité touchant au nucléaire.
6. Les révisions à la baisse des projets de construction de nouvelles centrales ont plus reflété la surévaluation initiale de l'augmentation des besoins en électricité qu'un choix politique de la part du PS : Christian Bataille, Robert Galley, « Rapport sur l'aval du cycle nucléaire. Tome II : les coûts de production de l'électricité », Rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques 1359, 1999, disponible en ligne <http://www.assemblee-nationale.fr/11/rap-off/r1359-02.asp#P23_776>. Voir également François Guillaumat-Taillet, « La France et l'énergie nucléaire : réflexions sur des choix », *Revue de l'OFCE*, 19 (1), 1987, p. 189-227.

La convergence de vues entre écologistes et socialistes est limitée, comme l'illustrent leurs projets législatifs. En 2007, les Verts s'engagent à sortir du nucléaire d'ici 2030, tandis que le PS présente le nucléaire comme une « filière de qualité », indispensable dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, tout en promettant de « réduire la part du nucléaire en faisant passer à 20 % d'ici 2020 et à 50 % à plus long terme la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie ». On retrouve de tels écarts en 2012, avec un programme Vert proposant d'organiser « la sortie du nucléaire en 20 ans » et un programme socialiste restant sur une position similaire à celle défendue en 2007[1]. Pour sa part, l'Union pour un mouvement populaire (UMP) n'a pas changé de position et continue de s'engager à « conforter l'énergie nucléaire »[2].

La politisation inédite du nucléaire en 2011-2012 ne résulte donc pas tant d'un changement des positions des partis politiques que du renouvellement des stratégies de communication sur cet enjeu. Jusqu'en 1988, la politique nucléaire était consensuelle. De plus en plus controversée par la suite, elle a été évitée pour des raisons stratégiques. En 2012, l'UMP a décidé de mettre en avant ses différences sur l'enjeu nucléaire avec le PS et EELV[3]. D'abord, cette stratégie lui a permis d'attirer l'attention sur les désaccords au sein de la coalition PS-EELV et à l'intérieur du PS, à l'origine d'un débat public entre les deux partis, avant et après la signature du contrat de mandature, notamment autour de la question du combustible Mox. L'UMP n'avait plus, pour reprendre la métaphore utilisée par S. Hylligus et T. Shields, qu'à enfoncer le « coin » (*wedge*) qui divisait déjà la coalition de centre-gauche[4]. Il s'agissait en outre pour l'UMP de défendre les choix opérés par Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy de construire de nouveaux réacteurs à Flamanville (en 2005) et à Penly (en 2009), en opposant aux arguments centrés sur les risques du nucléaire un cadrage en termes de compétitivité, d'emplois, de pouvoir d'achat et de réduction des gaz à effet de serre.

Un « recadrage » réussi de l'enjeu par le camp pro-nucléaire

Saisir la manière dont la politisation et la forte médiatisation de l'enjeu du nucléaire ont influencé le climat d'opinion implique d'examiner plus en détail la façon dont celui-ci a été présenté dans les médias en 2011-2012. Plusieurs recherches ont déjà suggéré l'impact

1. En 2012, le PS propose d'augmenter « la part des énergies renouvelables pour sortir de la dépendance au nucléaire » de sorte que soit réduite « la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75 % à 50 % à l'horizon 2025 », selon son candidat F. Hollande. Un débat sur la politique énergétique est également promis par le PS, ainsi qu'« un moratoire sur l'accroissement des capacités nucléaires » « d'ici la conclusion de ce débat ». Cela signifie concrètement, selon son candidat, « l'achèvement du chantier de Flamanville » ainsi que l'abandon du projet de Penly (lu le 3 mars 2012 sur le site <http://francoishollande.fr/actualites/contre-le-projet-epr-de-penly>), « au moins pendant le prochain quinquennat » (lu le 3 mars 2012 sur le site <http://www.media-part.fr/journal/france/150212/nucleaire-recul-de-francois-hollande-sur-l-epr-de-penly>). Le PS s'est également engagé à fermer la centrale de Fessenheim.
2. Le programme de 2007 soulignait l'avantage comparatif tiré du programme nucléaire français, ses qualités en matière de réduction des gaz à effets de serre, tout en reconnaissant aux citoyens « le droit d'accéder à tous les documents d'information utiles relatifs aux risques nucléaires et aux méthodes utilisées en France pour les prévenir ». Plus bref, le programme de 2012 campe sur cette position, en citant le soutien à la filière nucléaire comme une composante de la politique de développement durable et les avantages d'une « énergie sûre et à coût réduit ».
3. C'est aussi le cas du Parti de Gauche de J.-L. Mélenchon, qui prône quant à lui une remise à plat des choix de politique énergétique français, à l'issue d'un « débat public national immédiat » devant examiner toutes les alternatives, « dont la sortie du nucléaire et le maintien d'un nucléaire sécurisé et public ». À l'issue de ce débat, le programme de Mélenchon promet d'organiser un référendum pour trancher entre ces possibilités.
4. D. Sunshine Hillygus, Todd G. Shields, *The Persuadable Voter. Wedge Issues in Presidential Campaigns*, Princeton, Princeton University Press, 2009.

considérable du cadrage des enjeux sur le climat d'opinion[1], notamment au regard de la question du nucléaire[2]. Selon R. Entman, « cadrer consiste à sélectionner certains aspects d'une réalité perçue et les rendre plus saillants [...], de manière à promouvoir une définition particulière du problème, interprétation causale, une évaluation morale et/ou une préconisation »[3].

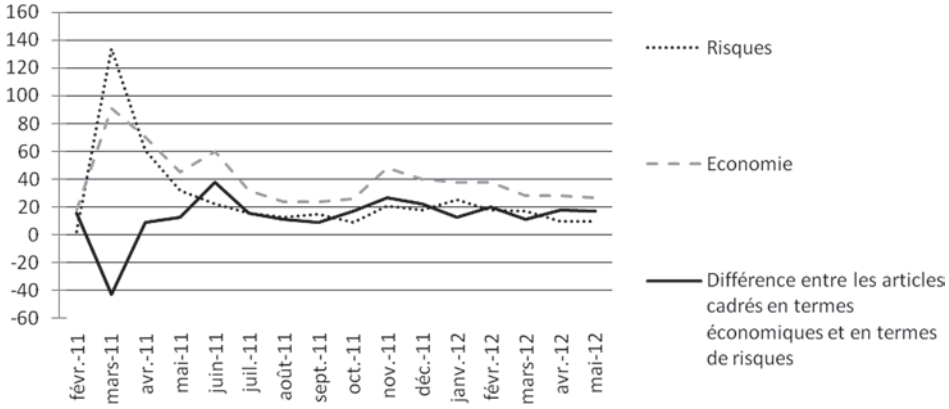
Les aspects mis en avant lorsque l'énergie nucléaire a été politisée et médiatisée constituent donc un paramètre important à prendre en compte pour comprendre le déclin de l'opposition au nucléaire observé en 2011-2012. La stratégie de politisation du nucléaire mise en œuvre par N. Sarkozy, les membres de la majorité présidentielle et les partisans de l'énergie nucléaire s'est traduite par un changement des cadrages associés : alors que les semaines qui ont suivi l'accident de Fukushima ont été dominées par un cadrage en termes de risques, la contre-offensive du camp pro-nucléaire a permis de supplanter ce premier cadrage au profit d'un autre, mettant l'accent sur ses avantages économiques[4].

Afin de mettre en évidence cette évolution, nous avons effectué une recherche par mots clés dans la base Lexis-Nexis, qui nous a permis de cibler les articles du quotidien *Le Monde* mobilisant les cadrages en termes de risques, d'une part, et en termes économiques et industriels, d'autre part[5]. Le graphique 7 présente l'évolution de l'importance de chaque cadrage, mesurée à travers le nombre mensuel d'articles mobilisant chacun d'entre eux, entre février 2011 et mai 2012, ainsi que la différence entre les deux cadrages.

La première séquence durant laquelle l'énergie nucléaire est médiatisée correspond à l'accident de Fukushima, à ses effets au Japon, ainsi qu'aux réactions des pouvoirs publics en France et dans les autres pays européens. La forte visibilité du sujet du nucléaire dans les médias s'accompagne de la domination d'un cadrage centré sur les risques et favorable aux scénarios

1. Frank R. Baumgartner *et al.*, *The Decline of the Death Penalty and the Discovery of Innocence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
2. Voir Frank R. Baumgartner, Bryan D. Jones, *Agendas and Instability in American Politics*, Chicago, The University of Chicago Press, 2009 ; et W. A. Gamson, A. Modigliani, « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power... », art. cité. Pour le cas français, voir en particulier le travail de F. Chateauraynaud, qui montre la résonance considérable de l'invocation de la cause climatique pour justifier la relance des programmes nucléaires en Europe dans les années 1990 et 2000 : François Chateauraynaud, « Sociologie argumentative et dynamique des controverses : l'exemple de l'argument climatique dans la relance de l'énergie nucléaire en Europe », *A contrario*, 16, 2011, p. 131-150. On se réfèrera également, à propos de la complexification de l'enjeu nucléaire, au travail de Ph. Blanchard, « Les médias et l'agenda de l'électronucléaire en France. 1970-2000 », cité, ou encore, sur l'importance du cadrage technique plutôt que politique de la question des déchets nucléaires, à Y. Barthe, *Le pouvoir d'indécision..., op. cit.*
3. « *[T]o frame is to select some aspects of a perceived reality and make them more salient [...], in such a way as to promote a particular problem definition, causal interpretation, moral evaluation, and/or treatment recommendation* » : Robert M. Entman, « Framing : Toward Clarification of a Fractured Paradigm », *Journal of Communication*, 43 (4), 1993, p. 51-58.
4. Ces deux cadrages recoupent en grande partie deux de ceux mis en évidence par W. Gamson, A. Modigliani (« Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power... », art. cité), à savoir *progress* et *runaway*, cadrages qui prédominent dans l'agenda médiatique américain consacré au nucléaire.
5. Les articles sur le nucléaire ont été ciblés en sélectionnant ceux qui contiennent les mots « énergie » et « nucléaire ». Parmi eux, ceux qui mobilisent un cadrage économique ont été ciblés en sélectionnant ceux qui contiennent l'un des mots ou chaînes de mots suivants : « emploi », « économie », « compétitivité », « chômage », « prix de l'électricité », « balance commerciale », « excédent », « déficit », « pétrole », ou « indépendance énergétique ». Les articles sur l'énergie nucléaire appréhendant le sujet sous l'angle des risques ont, quant à eux, été identifiés en recherchant ceux qui contiennent au moins trois occurrences des termes suivants : « Fukushima », « Tchernobyl », « risque », « accident », « incident », « catastrophe », « déchet », « danger », « santé », ou « pollution ». Le choix d'exiger au moins trois occurrences répond à l'observation que presque tous les articles font mention de l'accident de Fukushima, même si ce n'est qu'en accroche et pour souligner les avantages du nucléaire par la suite.

Graphique 7. Nombre mensuel d'articles sur l'énergie nucléaire mobilisant les cadrages en termes économiques et en termes de risques



de sortie du nucléaire. Les semaines qui suivent la catastrophe de Fukushima sont marquées notamment par les bons résultats obtenus par EELV aux élections cantonales[1] de mars 2011 et par la tenue de la primaire des écologistes. Les articles cadrés en termes de risques sont prédominants dans ce contexte (différence de 43 articles par rapport à ceux présentant un cadrage économique). Toutefois, la couverture médiatique de Fukushima et de ses suites a, dès le départ, donné lieu en parallèle à la mobilisation d'un cadrage économique, plus favorable au nucléaire. Une mobilisation a eu lieu pour défendre la filière industrielle française, non seulement en soulignant les efforts engagés pour garantir la sûreté des installations, mais aussi en répétant les avantages de cette technologie. Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Écologie, Éric Besson, ministre de l'Industrie et de l'Énergie, et Gérard Longuet, ministre de la Défense, ont notamment accusé les opposants au nucléaire d'exploitation « politicienne » de l'accident et défendu le nucléaire, en avançant que celui-ci permet la limitation du recours aux énergies fossiles, l'indépendance énergétique de la France et la production d'électricité à bas coût[2]. Ainsi, la fréquence du recours aux deux cadrages analysés s'égalise dès le mois d'avril 2011, avant que le rapport entre eux ne s'inverse entre mai et juin 2011 (différence de 38 en faveur du cadrage économique). Au cours de ces mois, les réactions de crainte suscitées par les événements japonais cèdent la place aux interrogations relatives aux implications politiques, énergétiques et économiques de l'accident : prix de l'électricité, conséquences d'une transition énergétique sur le niveau de vie et le confort des Français, perspectives pour EDF et AREVA, et retombées financières plus généralement. Ces thématiques sont souvent abordées au prisme des obstacles soulevés en Allemagne, où des scénarios de sortie du nucléaire sont alors débattus. Ces arguments culminent au mois de juin, lorsque Nicolas Sarkozy annonce l'engagement d'un milliard d'euros « pour le nucléaire du futur ».

La seconde séquence de médiatisation s'opère dans un contexte différent, marqué par la politisation des choix de politique nucléaire, entre EELV et le PS d'abord, puis entre

1. Simon Labouret, « Europe Écologie-Les Verts : confirmation d'un nouvel élan », *Revue politique et parlementaire*, 1059, 2011, p. 65-71.
2. Voir par exemple : Arnaud Leparmentier, « La crise du nucléaire japonaise relance le débat sur l'atome en France », *Le Monde*, 15 mars 2011 ; Pierre Jaxel-Truer, Arnaud Leparmentier, « Paris décidé à sauver la filière nucléaire française », *Le Monde*, 19 mars 2011 ; Patrick Roger, « La droite fait bloc pour défendre la filière nationale », *Le Monde*, 6 avril 2011 ; « M. Sarkozy pour le nucléaire et contre la décroissance », *Le Monde*, 7 avril 2011.

ceux-ci et la majorité présidentielle. Dans cette phase, les positions des acteurs politiques sont au centre du débat, et notamment les divisions de la gauche[1]. Au final, tous les candidats et partis politiques communiquent leur position, parfois complexe, sur l'enjeu nucléaire. De même, les groupes d'intérêt pro-nucléaires lancent une offensive de promotion de la filière nucléaire française, en argumentant que la sortie du nucléaire serait irréaliste, qu'elle supprimerait de nombreux emplois et qu'elle serait extrêmement coûteuse[2]. Cette seconde séquence d'attention au nucléaire se traduit par une nette montée en visibilité du cadrage économique, à partir du mois de novembre 2011. Au-delà des arguments focalisés sur les avantages perçus du nucléaire (coût de l'électricité, indépendance énergétique, absence d'émissions de CO_2), c'est à ce moment-là que s'articule un discours centré sur ses bénéfices industriels et sociaux, les emplois de la filière, le savoir-faire des entreprises françaises et les pertes financières que représenterait l'abandon de la construction de l'EPR de Flamanville[3]. Une partie de ce discours est relayée par les représentants des employés du secteur du nucléaire, notamment par des organisations syndicales[4]. Ce cadrage économique sera maintenu tout au long de la campagne, jusqu'au débat télévisé de l'entre-deux tours qui oppose N. Sarkozy et F. Hollande, donnant l'occasion au président sortant de confirmer sa position pro-nucléaire.

Ainsi, la médiatisation et la politisation de l'enjeu nucléaire se sont accompagnées d'un « recadrage » de l'enjeu nucléaire dans les médias. Le cadrage en termes de risques s'est estompé après mars 2011 au profit d'un cadrage économique du nucléaire, qui a dominé la campagne électorale à partir de novembre 2011.

Analyse empirique d'un effet de campagne : les déterminants de l'évolution des opinions individuelles sur le nucléaire

Nous avons montré que la couverture médiatique de l'enjeu nucléaire a été historiquement élevée durant la campagne de 2012. Cette situation ne découle pas seulement de la catastrophe de Fukushima, mais également de la politisation partisane inédite de l'enjeu nucléaire, qui mobilise des cadrages inversés par rapport à ceux qui étaient associés à l'accident japonais. Ce « recadrage » économique de l'enjeu du nucléaire dans les discours

1. Ariane Chemin, « Nicolas Sarkozy fait la leçon à François Hollande », *Le Monde*, 22 octobre 2011 ; Sophie Landrin, « L'UMP en campagne avec 27 propositions "vertes" », *Le Monde*, 18 novembre 2011 ; Patrick Roger, « L'UMP défend le "produire plus, dépenser moins" », *Le Monde*, 23 novembre 2011 ; « L'atome, arme de campagne pour M. Sarkozy », une du *Monde*, 26 novembre 2011 ; Vanessa Schneider, « M. Sarkozy fait du nucléaire un axe de sa campagne », *Le Monde*, 26 novembre 2011. De nombreux débats opposent les membres de la majorité aux écologistes. Un exemple parmi d'autres est celui qui a opposé Éric Besson à Eva Joly dans l'émission « Expliquez vous ! » sur *I-Télé* et *Europe 1*, le 30 novembre 2011.
2. On trouve un exemple de ce type d'argumentation dans un entretien, donné par Henri Proglio, PDG d'EDF, aux lecteurs du *Parisien* (« Sortie du nucléaire : "Un million d'emplois mis en péril" selon le PDG d'EDF », *Le Parisien*, 8 novembre 2011). Voir également : « Selon le patron du CEA, sans le nucléaire, la facture exploserait », *Le Monde*, 23 septembre 2011 ; « L'empire contre-attaque », *Le Monde*, 12 novembre 2011.
3. « La filière va rester un gisement d'emplois considérable », *Le Monde*, 26 novembre 2011 ; Vanessa Schneider, « Le "progrès" contre "le retour à la bougie" », *Le Monde*, 27 novembre 2011 ; Anne-Sophie Mercier, « Pour Nicolas Sarkozy, fermer le site serait "un coup politique risqué" », *Le Monde*, 3 janvier 2012 ; « Pourquoi la France fait le choix stratégique de l'indépendance énergétique », *Le Monde*, 5 janvier 2012 ; « L'arrêt du nucléaire coûterait cher aux Français en emplois », éditorial du *Monde*, 5 janvier 2012 ; « Privilégier les énergies renouvelables pénaliserait notre compétitivité », *Le Monde*, 7 février 2012 ; Philippe Ricard, « Le nucléaire, future énergie "verte" en Europe ? », *Le Monde*, 15 avril 2012.
4. Rémi Barroux, « Les fédérations syndicales de l'énergie soulagées qu'aucune fermeture de centrale n'ait été demandée », *Le Monde*, 5 janvier 2012.

politiques et médiatiques, combiné à sa saillance exceptionnelle, explique selon nous l'évolution de l'opinion des Français à l'égard du nucléaire. Pour tester la validité de cette explication, nous empruntons deux voies complémentaires. Dans un premier temps, nous présentons les résultats d'une question ouverte relative aux motivations de la position adoptée sur l'énergie nucléaire. Dans un second temps, nous analysons les déterminants de l'hostilité au nucléaire en recourant à des analyses de régression logistique pour déterminer si le recul de l'hostilité au nucléaire a affecté les différents segments de l'électorat d'une manière conforme aux attentes dérivées de nos hypothèses explicatives (médiatisation, politisation et cadrage).

Les cadrages concurrents du soutien ou de l'hostilité au nucléaire dans l'électorat

La vague TriÉlec de décembre 2011 a intégré les questions suivantes pour appréhender les considérations saillantes dans l'esprit des répondants au moment de leur réponse sur l'énergie nucléaire : « Êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou tout à fait opposé(e) à la production d'énergie par des centrales nucléaires ? Tout à fait favorable ; Plutôt favorable ; Plutôt opposé(e) ; Tout à fait opposé(e) ; Je ne sais pas. Pour quelles raisons ? »

L'analyse des réponses à cette question ouverte permet de mettre en évidence l'existence de plusieurs cadrages cognitifs de perception de l'enjeu nucléaire, leur aspect potentiellement contradictoire, et leur importance dans la construction de l'opinion des individus sur le bien-fondé de la production d'énergie par des centrales nucléaires. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que les stratégies partisanes de mise en avant de certains cadrages soient suivies d'effets sur la structure des opinions vis-à-vis du nucléaire.

Tableau 1. Raisons invoquées pour justifier les positions à l'égard du nucléaire

L'énergie nucléaire…	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Tout à fait opposé	*Total*
… est dangereuse	5	7	75	78	36
… produit des déchets ingérables	2	1	9	12	5
… peut ou doit être remplacée ou complétée par d'autres sources d'énergie	6	15	22	14	16
… n'a pas d'alternatives	56	56	6	3	31
… est positive pour l'économie	33	26	1	1	16
… garantit notre indépendance	9	6	0	0	4
… ne pollue pas	21	13	0	1	8

Sources : Enquêtes TNS Sofres-TriÉlec, décembre 2011.

L'examen des différents registres d'argumentation synthétisés par le tableau 1 confirme la coexistence et la concurrence de plusieurs considérations relevant de cadrages différents. Parmi les raisons invoquées pour justifier les positions à l'égard du nucléaire, la considération la plus citée (36 %) a une tonalité incontestablement négative centrée sur les risques de l'énergie nucléaire. L'absence de choix (31 %) est la seconde raison citée. Avec 28 % de citations, les différentes considérations à tonalité positive (« positive pour l'économie », « garantit notre indépendance », « ne pollue pas ») ne devancent que l'argument sur le rôle que doivent jouer les autres sources d'énergie.

Sans surprise, la répartition de ces considérations n'est pas homogène et est très fortement liée à la position sur le nucléaire. Les opposants mettent ainsi en avant les dangers de l'atome (plus de 75 % des répondants) et mentionnent, avec de nombreuses évocations de la crise de Fukushima, la sécurité des centrales, les risques d'accident ainsi que leurs conséquences en termes d'environnement, de santé, de pollution. Dans une bien moindre mesure, les alternatives viables ou à développer sont abordées (autour de 15-20 %), ainsi que le problème des déchets nucléaires (autour de 10 %). Les partisans du nucléaire, quant à eux, soulignent d'abord l'absence d'alternatives au nucléaire (« on ne va pas revenir à la bougie »), ses qualités comparatives ou les difficultés d'en sortir. Ce sont ensuite les bénéfices économiques qui légitiment le soutien à la filière (autour de 30 %) : faible coût de l'électricité nucléaire, nombreux emplois ancrés dans ce secteur, possibilités d'exportation, etc. Le nucléaire est également présenté comme une énergie propre, qui ne pollue pas et qui ne contribue pas au réchauffement climatique. Enfin, l'indépendance énergétique dont bénéficie la France grâce au nucléaire est souvent citée par ses partisans[1].

Ainsi, chaque cadrage va généralement de pair avec une position et seule une minorité de répondants énonce des arguments directement contradictoires. Par exemple, seules 8 % des personnes favorables au nucléaire considèrent que le nucléaire est sûr et une infime proportion estime que les déchets nucléaires ne posent pas de problème. À l'inverse, rares sont les opposants au nucléaire qui invoquent le coût du nucléaire par rapport aux autres sources d'énergie. Les discours des deux camps mobilisent des cadrages distincts plutôt qu'ils ne s'opposent frontalement. Cela étant, certains arguments, à l'image du plaidoyer en faveur de la recherche d'alternatives énergétiques, tendent à faire consensus et les individus peuvent considérer comme valables plusieurs arguments divergents. Ainsi, le nucléaire peut être vu à la fois comme risqué et économique, et la position globale s'explique alors par le poids accordé aux différents arguments[2]. C'est vraisemblablement la raison pour laquelle les enquêtés utilisent prioritairement les modalités intermédiaires pour exprimer leur position sur la production d'électricité par les centrales nucléaires (voir graphique 1).

Le poids essentiel du cadrage des questions nucléaires dans la formation des opinions, combiné à l'ambivalence de la plupart des individus, prêts à envisager plusieurs cadrages aux implications contradictoires, confirme que les discours politiques et médiatiques ainsi que les cadrages[3] qu'ils mobilisent peuvent avoir une influence considérable. Ceci correspondrait au mécanisme selon lequel « le débat des élites construit l'opinion publique en formatant les problèmes

1. Nos résultats sont congruents avec ceux que M. Brugidou a obtenus, il y a une dizaine d'années, à partir de l'analyse d'un sondage EDF : Mathieu Brugidou, « Argumentation and Values : An Analysis of Ordinary Political Competence Via an Open-Ended Question », *International Journal of Public Opinion Research*, 15 (4), 2003, p. 413-430. En identifiant les raisonnements typiques à l'origine de la position des personnes interrogées sur l'opportunité de fermer des centrales nucléaires, M. Brugidou montre que la mobilisation implicite de certaines valeurs, comme la sécurité ou le progrès, va de pair avec l'adoption de certaines positions et que ces valeurs et positions tendent à refléter des caractéristiques sociodémographiques.

2. C'est ce type d'arbitrages qui explique que 15 % des personnes souhaitant remplacer les anciennes centrales par de nouvelles se disent par ailleurs opposées à la production d'énergie nucléaire, ou encore que 38 % de ceux qui ne souhaitent pas remplacer les vieilles centrales se déclarent malgré tout favorables à la production d'énergie nucléaire (enquête TNS Sofres-TriÉlec, décembre 2011). En clair, il est possible d'être opposé au nucléaire dans l'absolu, tout en considérant de façon pragmatique qu'il est nécessaire à court terme de remplacer les centrales en fin de vie. De même, on peut être généralement favorable au nucléaire, tout en estimant que la construction de nouvelles centrales serait dangereuse, coûteuse ou inutile.

3. Voir J. R. Zaller, S. Feldman, « A Simple Theory of the Survey Response… », art. cité, p. 608 : « *News reports can prime certain ideas, thereby making them more accessible for use in formulating attitude statements on related subjects.* »

publics et en contrôlant l'intensité de l'exposition aux problèmes sélectionnés »[1]. Ainsi, les cadrages mobilisés en lien avec la question de la production d'électricité nucléaire ne s'excluent pas nécessairement : c'est la hiérarchisation opérée entre ces éléments (ou leur saillance relative) qui est décisive pour expliquer les opinions et leurs évolutions. Dès lors, le poids prépondérant du cadrage économique et de l'argument mettant l'accent sur l'absence d'alternatives parmi ceux qui soutiennent le nucléaire peut être vu comme une conséquence du cadrage dominant dans les médias lors de la seconde phase d'attention décrite plus haut. Ces observations corroborent l'idée selon laquelle le recadrage réussi de l'enjeu du nucléaire au fil de la campagne constitue une clé d'explication du recul rapide de l'opposition à l'énergie nucléaire.

Les facteurs du recul de l'hostilité au nucléaire dans l'électorat

Quoi qu'il en soit, l'analyse des motivations qui sous-tendent la position affichée sur le nucléaire ne donne pas d'information sur l'évolution de ces opinions au cours de la campagne. Or, si le déclin de l'opposition au nucléaire est un effet de campagne produit par une médiatisation forte, une politisation inédite et un recadrage économique de l'enjeu nucléaire, l'évolution des opinions individuelles doit pouvoir s'expliquer par ces trois éléments. Quatre hypothèses peuvent être formulées pour tester les implications de notre cadre explicatif général du recul de l'opposition au nucléaire.

L'hypothèse de médiatisation

Les campagnes électorales peuvent générer un effet de « *priming* », c'est-à-dire influencer la saillance perçue d'un enjeu et de certaines de ses dimensions, en rendant disponibles des informations sur l'enjeu (l'accessibilité[2]) et en attirant l'attention sur certaines dimensions au détriment d'autres (la mise sur agenda[3]). Selon D. Chong et J. Druckman, « quand une communication de masse attire l'attention sur un problème, nous nous attendons à ce que ce problème prenne plus de poids par les changements de son accessibilité et de sa congruence »[4]. De ce point de vue, deux types d'effets médiatiques peuvent être distingués. Le premier a trait à l'importance de l'exposition médiatique : dans cette perspective, l'impact de la médiatisation du nucléaire devrait être plus importante parmi les citoyens les plus exposés à l'information. Le second effet concerne le type d'information auxquels sont exposés les individus. La question porte alors sur les différences de contenu. Dans cette perspective, le recul de l'opposition au nucléaire doit varier selon les médias utilisés pour s'informer.

Pour opérationnaliser les deux dimensions de l'hypothèse de médiatisation, nous avons construit une variable synthétique combinant :

– la fréquence d'exposition aux informations politiques : puisque la télévision a été le premier vecteur d'information en France pendant la campagne de 2012[5], nous avons distingué

1. Jacques Gerstlé, « La réactivité aux préférences collectives et l'imputabilité de l'action publique », *Revue française de science politique*, 53 (6), décembre 2003, p. 859-885, notamment p. 871.
2. Shanto Iyengar, Donald R. Kinder, *News That Matters. Television and American Public Opinion*, Chicago, The University of Chicago Press, 1987.
3. Joanne M. Miller, Jon Krosnick, « News Media Impact on the Ingredients of Presidential Evaluations : Politically Knowledgeable Citizens Are Guided by a Trusted Source », *American Journal of Political Science*, 44 (2), 2000, p. 295-309.
4. « *When a mass communication places attention on an issue, we expect that issue to receive greater weight via changes in its accessibility and applicability* » : Dennis Chong, James N. Druckman, « Framing Theory », *Annual Review of Political Science*, 10, 2007, p. 103-126, notamment p. 115.
5. Sylvain Brouard, Florent Gougou, Isabelle Guinaudeau, Simon Persico, « Les Français et le nucléaire pendant la campagne présidentielle de 2012 », dans O. Duhamel, É. Lecerf (dir.), *L'État de l'opinion 2013*, *op. cit.*, p. 117-134.

les téléspectateurs réguliers des informations télévisées (6 ou 7 jours par semaine)[1], les téléspectateurs occasionnels (entre 1 et 5 jours par semaine) et ceux qui ne regardent pas les informations télévisées[2] ;

– la chaîne regardée : nous avons ici distingué les téléspectateurs de TF1, les téléspectateurs de France 2 et les téléspectateurs des chaînes d'information en continu, trois catégories regroupant 85 % de l'ensemble des téléspectateurs, et construit une catégorie résiduelle rassemblant les téléspectateurs des autres chaînes.

L'hypothèse de l'intérêt pour la campagne

Quelle que soit la nature des pratiques médiatiques des citoyens, l'effet des informations transmises pendant une campagne électorale n'est pas le même pour tous. L'exposition à l'information ne préjuge ni de sa réception ni de son appropriation : les individus sont plus ou moins actifs dans leur consommation des informations. Par conséquent, l'intérêt pour la campagne électorale devrait moduler la réception des informations et leurs effets. Dans cette perspective, le recul de l'opposition au nucléaire devrait être plus prononcé parmi les citoyens les plus intéressés par la campagne électorale. La variable « Intérêt pour la campagne » est une variable dichotomique ayant la valeur 1 si les répondants se déclarent assez ou très intéressés par la campagne électorale 2012 et la valeur 0 si les répondants se déclarent peu ou pas du tout intéressés par la campagne électorale 2012.

L'hypothèse de politisation

La politisation d'un enjeu par un parti et par ses *leaders* a pour objet de rendre lisibles et accessibles les positions sur cet enjeu. Selon J. Zaller, « l'impact de la valeur des prédispositions dépend toujours du fait que les citoyens possèdent l'information contextuelle nécessaire pour traduire leurs valeurs en soutien aux politiques ou à des candidats particuliers »[3]. La politisation d'un enjeu est donc susceptible d'affecter avant tout les sympathisants des partis pour lesquels la position partisane sur cet enjeu est initialement peu visible et/ou distincte. De nombreuses recherches ont en effet établi que les individus se montrent plus réactifs à l'égard des discours émanant du ou des partis dont ils se sentent les plus proches. Ils tendent aussi à être plus attentifs et plus disponibles à l'égard des partis avec lesquels ils s'attendent le plus à être d'accord, et évitent au maximum l'exposition aux discours des partis les plus éloignés de leur position[4]. Les sympathisants de ces partis ont alors plus facilement la possibilité d'ajuster leur opinion pour la mettre en conformité avec celle du parti dont ils sont proches[5]. Selon cette logique, nous nous attendons à ce que le déclin de l'opposition au

1. Du fait de la faiblesse des effectifs dans les catégories de téléspectateurs occasionnels, tous les téléspectateurs occasionnels ont été, *in fine*, regroupés dans une seule et même catégorie. Ce choix n'affecte pas les résultats des analyses mais facilite leur présentation.
2. L'indicateur a été construit à partir du nombre de jours par semaine où les répondants ont déclaré regarder les informations à la télévision.
3. « *The impact of people's value predispositions always depends on whether citizens possess the contextual information needed to translate their values into support for particular policies or candidates* » : John R. Zaller, *The Nature and Origins of Mass Opinion*, New York, Cambridge University Press, 1992, p. 25.
4. Shanto Iyengar, Kyu S. Hahn, Jon A. Krosnick, John Walker, « Selective Exposure to Campaign Communication : The Rôle of Anticipated Agreement and Issue Public Membership », *The Journal of Politics*, 70 (1), 2008, p. 186-200.
5. Un aperçu de ces arguments est développé dans Stefaan Walgrave, Jonas Lefevere, Anke Tresch, « The Limits of Issue Ownership Dynamics : The Constraining Effect of Party Preference », *Journal of Elections Public Opinion & Parties*, 23 (4), 2013, disponible en ligne.

nucléaire soit plus fort parmi les sympathisants UMP et plus faible chez les partisans du Parti de Gauche par rapport aux sympathisants socialistes, mais qu'il n'affecte pas spécifiquement les sympathisants écologistes. La variable de proximité partisane est utilisée pour tester cette hypothèse[1].

L'hypothèse de recadrage

Si le cadrage d'un enjeu est susceptible d'affecter la position des individus[2], cet effet peut varier selon sa nature[3] : par exemple, le cadrage religieux de la peine de mort trouvera plus ou moins de résonance selon que les individus sont plus ou moins religieux. Dans notre cas, le recadrage économique de l'enjeu nucléaire devrait logiquement affecter plus fortement les individus attentifs à l'économie que ceux focalisés sur l'écologie ou la santé. Pour tester cette hypothèse, nous utilisons la variable du problème le plus important et contrastons les individus dont la première préoccupation est l'économie (et ses diverses modalités) et les autres répondants. Plus précisément, nous supposons que le recul de l'opposition au nucléaire est plus marqué parmi les individus les plus préoccupés par l'économie.

Ces quatre hypothèses ont été testées en réalisant une série de régressions logistiques portant sur un fichier qui fusionne les cinq vagues des enquêtes TriElec lors desquelles les répondants ont été interrogés sur leur opinion à l'égard de la production d'énergie nucléaire (tableau 2). Ces analyses visent à estimer l'impact sur l'opposition au nucléaire de la proximité partisane, des pratiques médiatiques, de l'intérêt pour l'élection présidentielle et de l'attention politique, tout en contrôlant l'effet des principales variables sociodémographiques (genre, âge, instruction et revenu[4]). Notre variable dépendante est l'opposition à l'énergie nucléaire. Sa valeur est 1 lorsque les répondants ont indiqué être plutôt ou tout à fait opposés à l'énergie nucléaire et 0 lorsque les répondants ont indiqué être plutôt ou tout à fait favorables à l'énergie nucléaire. Afin de modéliser les évolutions dans le temps, nous avons également inclus des interactions linéaires entre les variables explicatives et le nombre de mois écoulés depuis la première vague de l'enquête. Quatre modèles successifs ont été estimés : le premier teste l'hypothèse de politisation ; le deuxième modèle teste l'hypothèse de médiatisation ; le troisième teste l'hypothèse de l'intérêt pour l'élection présidentielle et inclut les variables sociodémographiques ; enfin, le dernier modèle combine l'ensemble des hypothèses précédentes, l'hypothèse de recadrage et les variables sociodémographiques[5].

Le modèle 4, le plus complet, ne met pas en évidence de modifications substantielles par rapport aux trois premiers modèles quant à l'effet des variables testant nos quatre hypothèses. Les résultats obtenus sont robustes, de sorte que le commentaire porte principalement sur les résultats du modèle 4.

Nos analyses confirment d'emblée l'évolution des opinions vers une position pro-nucléaire au cours de la campagne présidentielle. Dans les trois premiers modèles, qui testent nos

1. Les électeurs proches du Nouveau Centre et du Parti radical valoisien ont été regroupés sous le label UDI.
2. Amos Tversky, Daniel Kahneman, « The Framing of Decisions and the Psychology of Choice », *Science*, 211 (4481), 1981, p. 453-458 ; Daniel Kahneman, Amos Tversky, « Choices, Values, and Frames », *American Psychologist*, 39 (4), 1984, p. 341-350.
3. Andreas R. T. Schuck, Claes H. de Vreese, « Reversed Mobilization in Referendum Campaigns : How Positive News Framing Can Mobilize the Skeptics », *International Journal of Press/Politics*, 14 (1), 2009, p. 40-66.
4. La variable *Revenu* présente les déciles de revenu par unité de consommation.
5. Les interactions entre les variables socio-démographiques et le Temps, qui n'étaient pas significatives statistiquement, ont cependant été omises dans le modèle 4. Leur inclusion n'affecte pas significativement les résultats présentés.

Tableau 2. Les déterminants des évolutions de l'opposition à l'énergie nucléaire (régression logistique)

		Opposition au nucléaire			
		Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4
Temps	Nombre de mois	0,922**	0,927**	0,889*	1,004
Proximité partisane	EXG	2,143*			1,857
	PCF	0,786			0,858
	PG	0,669			0,747
	PS	Réf.			Réf.
	EELV	4,653**			4,264**
	MoDem	0,719			0,754
	UDI	0,315**			0,317*
	UMP	0,299**			0,287**
	FN	0,671			0,617
	Aucun parti	0,754			0,647*
	Autre parti	1,031			1,030
Proximité/Temps	EXG	0,929			0,921
	PCF	0,981			0,951
	PG	1,158**			1,126*
	PS	Réf.			Réf.
	EELV	0,989			0,997
	MoDem	0,930			0,920
	UDI	0,908			0,928
	UMP	0,902**			0,924*
	FN	0,990			0,990
	Aucun parti	0,993			0,978
	Autre parti	0,990			0,982
Pratiques médiatiques	TF1 régulier		0,910		0,949
	France 2 régulier		0,682*		0,683*
	Chaîne d'info régulier		0,612*		0,584*
	Autre chaîne régulier		0,511**		0,448**
	Spectateur occasionnel		1,088		0,892
	Ne regarde pas la télé		Réf.		Réf.
Pratiques/Temps	TF1 régulier		0,905**		0,921*
	France 2 régulier		1,026		1,033
	Chaîne d'info régulier		0,984		1,028
	Autre chaîne régulier		1,105*		1,163**

	Spectateur occasionnel	0,951		0,981
	Ne regarde pas la télé	Réf.		Réf.
Genre	Femmes		1,846**	2,200**
	Hommes		Réf.	Réf.
Genre/Temps	Femmes		1,023	
	Hommes		Réf.	
Âge	18-30 ans		Réf.	Réf.
	31-45 ans		0,837	1,117
	46-60 ans		0,944	1,190
	61-75 ans		0,701	1,067
	+ 76 ans		0,505*	0,785
Âge/Temps	18-30 ans		Réf.	Réf.
	31-45 ans		1,044	
	46-60 ans		1,034	
	61-75 ans		1,037	
	+ 76 ans		1,037	
Instruction	Primaire		Réf.	Réf.
	Secondaire		1,102	1,236*
	Supérieur court		1,199	1,388**
	Supérieur long		1,003	1,177
Instruction/Temps	Primaire		Réf.	Réf.
	Secondaire		1,026	
	Supérieur court		1,049	
	Supérieur long		1,082	
Revenu	0-20		Réf.	Réf.
	20-50		0,802	0,768**
	50-75		0,614**	0,659**
	75-90		0,685*	0,674**
	90-100		0,583**	0,511**
Revenu/Temps	0-20		Réf.	Réf.
	20-50		0,973	
	50-75		0,997	
	75-90		0,968	
	90-100		0,929	
Intérêt pour l'élection	Intéressé		1,002	1,029
	Pas intéressé		Réf.	Réf.
Intérêt/Temps	Intéressé		0,943*	0,923*

	Pas intéressé			Réf.	Réf.
Attention	Dette				0,841
	Chômage, emploi				0,783
	Pouvoir d'achat				0,996
	Autre sujet économique				0,820
	Autres sujets				Ref.
Attention/Temps	Dette				0,900*
	Chômage, emploi				0,987
	Pouvoir d'achat				0,948
	Autre sujet économique				0,978
	Autres sujets				Réf.
N		4871	4871	4871	4871
Nombre d'enquêtes		5	5	5	5
R^2 de Nagelkerke		0,175	0,037	0,092	0,241

NB : Les modèles incluent un contrôle pour chaque vague d'enquête. Les niveaux de significativité retenus sont * < 0,05 et ** < 0,01.

hypothèses de manière indépendante, la probabilité d'être antinucléaire plutôt que de ne pas l'être diminue de 7 à 11 % chaque mois, toutes choses égales par ailleurs (*odds ratios* compris entre 0,889 et 0,927 pour la variable Temps). La probabilité d'être antinucléaire pendant la campagne présidentielle 2012 a donc bien significativement diminué. Toutefois, dans le modèle 4, la variable Temps n'est plus statistiquement significative et n'a plus aucun effet, avec un *odds ratio* de 1,004. L'évolution dans le temps de l'opposition au nucléaire est donc bien expliquée par les variables spécifiquement construites pour tester nos quatre hypothèses. De manière convergente, le modèle 4 est celui qui a sans conteste la plus grande valeur heuristique (R^2 de Nagelkerke de 0,24).

Conformément à l'hypothèse de médiatisation, le niveau et le type d'exposition médiatique expliquent une partie de l'évolution de l'opposition au nucléaire pendant la campagne présidentielle. Par rapport aux répondants ne déclarant pas regarder les informations télévisées, les téléspectateurs réguliers de *France 2*, des chaînes d'information continue et des autres chaînes sont significativement moins opposés au nucléaire, toutes choses égales par ailleurs. Les audiences des différentes chaînes présentent donc des caractéristiques spécifiques au début de la campagne présidentielle. Leurs évolutions témoignent également de différences substantielles. Ainsi, les téléspectateurs réguliers de TF1 sont les seuls dont l'opposition au nucléaire a diminué significativement pendant la campagne : chaque mois, la probabilité d'être hostile au nucléaire plutôt que favorable diminue d'environ 8 % (*odds ratio* de 0,921). À l'inverse, les téléspectateurs réguliers des autres chaînes que TF1, France 2 et les chaînes d'information continue sont de plus en plus opposés au nucléaire par rapport aux répondants ne déclarant pas regarder les informations télévisées : l'*odds ratio* progresse de 16 % chaque mois. Que ce soit au début ou au cours de la campagne, les spectateurs occasionnels ne sont pas significativement différents des répondants ne déclarant pas regarder les informations télévisées. Conformément à l'hypothèse de médiatisation, les évolutions significatives de l'opposition au nucléaire concernent uniquement les téléspectateurs les plus exposés à

l'information (les téléspectateurs réguliers) mais seulement de manière sélective, et avec des directions opposées selon le type de médias – opposition de plus en plus faible pour les téléspectateurs de TF1, et de plus en plus marquée pour les autres chaînes que TF1, France 2 et les chaînes d'information continue. Les raisons des évolutions contrastées entre les différents médias sont potentiellement nombreuses. Ces contrastes pourraient plausiblement refléter la présence variable des informations relatives au nucléaire, de leur cadrage et de leur ton, mais une telle étude dépasserait largement le cadre de cet article. Quoi qu'il en soit, les résultats présentés accréditent l'hypothèse de médiatisation : l'évolution de l'opposition au nucléaire est différenciée selon l'intensité de l'exposition médiatique et le type de média, même si les pratiques médiatiques sont loin d'avoir un impact systématique.

Conformément à l'hypothèse de l'intérêt pour l'élection, la réception du recadrage du nucléaire ne dépend pas simplement de l'exposition médiatique : elle est modulée par l'intérêt pour l'élection. Si, au début de la campagne, cet intérêt n'a pas d'effet significatif sur le niveau d'opposition au nucléaire, il n'en va pas de même pour l'évolution au cours de la campagne. En effet, le *ratio* antinucléaire/pro-nucléaire parmi les répondants intéressés par l'élection présidentielle de 2012 est chaque mois inférieur de près de 8 % à ce même *ratio* parmi les répondants qui ne se disent pas intéressés. Le jour du second tour, la probabilité d'être opposé plutôt que favorable au nucléaire est 1,5 fois moins élevée parmi les répondants intéressés par l'élection que parmi ceux qui ne sont pas intéressés. Le test concluant de l'hypothèse de l'intérêt pour l'élection accrédite de manière déterminante notre approche de l'évolution de l'opposition au nucléaire comme un effet de campagne : c'est bien parmi ceux qui ont le plus prêté attention à la campagne que l'opposition au nucléaire a décliné le plus fortement.

Le modèle 3 présente également l'effet des variables sociodémographiques sur l'opposition au nucléaire. Nos résultats confirment les recherches précédentes sur les déterminants de l'opposition au nucléaire[1]. Les femmes y sont plus opposées que les hommes. Les plus âgés apparaissent comme les plus favorables. Plus le revenu croît, plus l'opposition au nucléaire décroît. Les moins instruits sont les plus opposés au nucléaire. En revanche, aucune des variables sociodémographiques n'affecte significativement l'évolution de l'opposition au nucléaire au cours de la campagne[2]. Le recul de l'opposition au nucléaire n'a pas eu pour source la désaffection spécifique d'une catégorie sociale, entendue au sens sociodémographique.

Conformément à l'hypothèse de politisation, la proximité partisane a un effet significatif pour plusieurs de ses modalités. Sans surprise, toutes choses égales par ailleurs, le modèle 4 indique que, parmi les sympathisants des Verts, la probabilité d'être opposé au nucléaire plutôt que de ne pas l'être est près de 4,5 fois plus importante que parmi les sympathisants socialistes[3]. À l'inverse, au sein des sympathisants UMP et UDI, cette probabilité se situe à un niveau respectivement 3,5 fois et 3 fois moins important que parmi les sympathisants socialistes.

---

1. Jean-Paul Bozonnet, *L'environnement : de la perception des risques à la construction politique. Éléments tirés de l'enquête post-électorale 2002*, Grenoble, CIDSP-Cevipof-CECOP, 2003, p. 23 ; Daniel Boy, Mathieu Brugidou, « Risque environnemental et politique », dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 71-95, notamment p. 91.
2. L'inclusion ou non de la variable « Intérêt pour l'élection » n'affecte pas ce résultat.
3. Une autre manière de présenter ce résultat est d'indiquer que, parmi les sympathisants des Verts, le rapport antinucléaire/pro-nucléaire est près de 4,5 fois plus important que parmi les sympathisants socialistes, fin octobre 2012, au lancement de la campagne présidentielle.

Toutefois, et c'est notre préoccupation principale, cette différence entre les deux principaux partis français s'est encore amplifiée durant la campagne : le recul de l'opposition au nucléaire a été beaucoup plus marqué parmi les sympathisants UMP. La variable d'interaction capturant l'effet de la proximité partisane dans le temps est statistiquement significative pour l'UMP et indique qu'au sein de ses sympathisants, la probabilité d'être hostile au nucléaire plutôt que de ne pas l'être diminue de près de 7 % par mois par rapport à cette probabilité au sein des sympathisants PS. Ce résultat est conforme aux attentes dérivées de l'hypothèse d'un alignement progressif des sympathisants UMP avec les positions défendues par leur parti sur l'enjeu nucléaire. La divergence croissante entre sympathisants UMP et PS durant la campagne a engendré une polarisation forte sur l'enjeu nucléaire et produit des différences fortes entre les deux électorats : d'un rapport antinucléaire/pro-nucléaire 3,5 fois moins important à l'UMP qu'au PS en octobre 2011, celui est 5,5 fois moins important en mai 2012.

L'augmentation significative de l'opposition au nucléaire parmi les sympathisants du Parti de Gauche par rapport à ceux du PS est également cohérente avec l'hypothèse de politisation. En effet, l'opposition au nucléaire du Parti de Gauche et de son *leader* fut, contrairement aux Verts, peu connue des sympathisants de ce parti jusqu'à la politisation de l'enjeu pendant la campagne électorale. Par conséquent, pour ces derniers, la campagne présidentielle a rendu accessibles les informations nécessaires pour mettre leur opinion en accord avec la position du parti qu'ils supportaient, avec pour effet ce résultat paradoxal d'une probabilité d'être opposé au nucléaire pour un sympathisant du Parti de Gauche plus élevée à l'issue de la campagne présidentielle qu'en début de campagne[1]. Cette trajectoire opposée des sympathisants de l'UMP et de ceux du Parti de Gauche correspond à la dynamique de polarisation de l'opinion publique dans un environnement d'information hétérogène (d'opposition entre les élites), mise en évidence par J. Zaller[2].

L'hypothèse de politisation est également confirmée par l'absence d'évolutions significatives des électeurs écologistes. Compte tenu de la politisation préalable et pérenne de l'enjeu nucléaire dans cet électorat, la campagne de 2012 n'a pas changé la donne. Ces résultats sont conformes à nos attentes et supportent, là encore sans ambiguïté, l'hypothèse de politisation. En outre, non seulement le modèle 1 est le plus explicatif (R^2 de Nagelkerke de 0,175) des trois premiers modèles présentés, mais sa capacité explicative se compare avantageusement à celle du modèle final. Ce résultat suggère que la dimension partisane est le facteur explicatif majeur de l'opposition (ou non) au nucléaire et de son évolution au cours de la campagne.

Enfin, au-delà de la politisation, la dernière hypothèse testée implique que les plus préoccupés par les questions économiques devraient être les plus affectés par le recadrage économique. Ces préoccupations ne sont pas, en soi, des déterminants significatifs de l'opposition au nucléaire, même si l'ensemble des *odds ratios* indique un effet négatif. En termes d'évolution, si tous les *odds ratios* expriment donc une probabilité décroissante d'être antinucléaire, seuls ceux préoccupés par la dette et le déficit public sont significativement plus opposés au nucléaire pendant la campagne électorale que les répondants qui ne font pas de l'économie leur première préoccupation. Ce résultat est conforme à l'hypothèse de recadrage, mais en limite l'applicabilité à un segment spécifique des répondants préoccupés par l'économie. Le

1. Les sympathisants du Parti de Gauche constituent le seul groupe de l'électorat à être caractérisé par une croissance de l'opposition au nucléaire pendant la campagne présidentielle. Voir S. Brouard, F. Gougou, I. Guinaudeau, S. Persico, « Les Français et le nucléaire pendant la campagne présidentielle de 2012 », cité.
2. J. R. Zaller, *The Nature and Origins of Mass Opinion*, *op. cit.* ; voir également J. Gerstlé, « La réactivité aux préférences collectives et l'imputabilité de l'action publique », art. cité, p. 871.

cadrage économique de la question nucléaire a trouvé une résonance particulière, entraînant un recul plus marqué de l'opposition au nucléaire, chez les électeurs préoccupés par la dette et les déficits publics seulement. Toutes choses égales par ailleurs, les préoccupations d'emploi ou de pouvoir d'achat n'ont pas constitué un creuset particulièrement favorable au cadrage économique de l'enjeu nucléaire et à ses effets sur l'opposition au nucléaire.

Pour conclure, les résultats des analyses de régression logistique supportent les quatre hypothèses distinguées et étayent donc les diverses composantes de notre explication du recul de l'opposition au nucléaire au cours de la campagne présidentielle. Loin d'être homogène, cet effet de campagne est caractéristique d'un processus de politisation sans précédent, d'une médiatisation inhabituellement forte et d'un recadrage économique de l'enjeu nucléaire.

*
* *

L'accident spectaculaire de Fukushima a propulsé le thème du nucléaire à la une des médias, conduisant plusieurs pays à décider d'abandonner la production d'énergie nucléaire, dans un contexte d'hostilité croissante de leur opinion publique. Cette conjoncture est à l'origine d'une saillance et d'une politisation inédites de l'enjeu du nucléaire pendant la campagne présidentielle de 2012, mais elle a paradoxalement débouché sur un recul de l'opposition au nucléaire.

Pour la plupart divisés en leur sein sur cette question, et soucieux de ménager à la fois leurs électeurs et leurs partenaires de coalition, les partis politiques français avaient auparavant peu politisé cette question et s'en étaient largement tenus à un consensus pro-nucléaire. Durant la campagne présidentielle de 2012, la situation a été sensiblement modifiée : les désaccords publics sur l'enjeu du nucléaire entre EELV et le PS ont donné l'opportunité à N. Sarkozy et aux membres de la majorité présidentielle de se distinguer de manière claire et visible en mobilisant un cadrage économique de l'enjeu. Des évolutions considérables (et parfois divergentes) des opinions au regard de l'enjeu nucléaire en ont résulté dans des segments spécifiques de l'électorat : déclin accentué de l'opposition au nucléaire parmi les plus intéressés par la campagne, parmi les plus préoccupés par la question de la dette et des finances publiques, parmi les téléspectateurs réguliers des journaux de TF1 et parmi les sympathisants de l'UMP ; augmentation relative de l'opposition au nucléaire parmi les sympathisants du Parti de Gauche et les téléspectateurs réguliers des journaux sur les autres chaînes que TF1, France 2 et les chaînes d'information continue. La mise en évidence de ces dynamiques complète les conclusions des travaux précédents sur les opinions à l'égard de l'énergie[1] en dépassant leur approche parfois statique des relations entre groupes caractérisés par des valeurs et opinions spécifiques.

Cependant, notre étude de l'enjeu nucléaire pendant la campagne présidentielle française de 2012 souligne surtout que celle-ci a eu des effets politiques. La forte médiatisation, la politisation considérable et le recadrage de l'enjeu nucléaire par Nicolas Sarkozy et ses alliés n'ont pas permis la réélection du président sortant mais ont eu un impact significatif sur l'opinion. Au-delà de la description de l'évolution de l'opposition au nucléaire et de sa mise en relation avec les caractéristiques de cet enjeu dans la campagne présidentielle au niveau

1. Voir par exemple : M. Brugidou, « Argumentation and Values… », art. cité ; Michael Greenberg, « Energy Sources, Public Policy, and Public Preferences : Analysis of US National and Site-specific Data », *Energy Policy*, 37 (8), 2009, p. 3242-3249.

macroscopique, l'article a expliqué selon quels mécanismes l'effet de campagne s'est opéré au niveau individuel. La mise au jour empirique de ces logiques a, de ce point de vue, une portée générale qui dépasse le cas d'étude lui-même.

Politiser un enjeu affecte de manière déterminante l'accessibilité des positions des partis pour leurs sympathisants et leur permet d'infléchir leurs opinions sur l'enjeu politisé dans le sens d'une meilleure congruence avec les positions des partis. Ce phénomène est susceptible d'avoir des conséquences déterminantes pour la dynamique électorale future, en particulier en termes de compétition sur enjeux[1]. La médiatisation d'un enjeu produit également des effets qui dépendent du niveau d'exposition et du type de média consulté. À contre-courant des analyses qui voient dans le 21e siècle une ère d'effet minimal des médias[2], nos résultats soulignent que des effets médias sont toujours perceptibles, au moins s'agissant des opinions sur les enjeux électoraux. En outre, notre article rappelle que le cadrage d'un enjeu n'affecte pas les divers publics de manière uniforme, mais seulement de façon sélective, en fonction de la résonance de celui-ci avec leurs préoccupations. Enfin, nos analyses confirment que l'effet des campagnes électorales dépend du niveau d'attention qu'elles suscitent : au niveau individuel, ce sont ceux qui accordent le plus d'intérêt aux campagnes électorales qui sont le plus sujets à un effet de campagne. Au-delà, les campagnes électorales ont un effet si elles modifient la saillance relative des diverses considérations, largement ambivalentes, que les individus ont en tête à l'égard d'un enjeu.

Notre analyse a, enfin, des implications au regard de l'agenda de recherche qui s'attache à étudier les relations entre opinion publique et action publique, le plus souvent sous l'angle de la réactivité des *policymakers* vis-à-vis de l'opinion[3]. Notre étude de cas souligne la nécessité de tenir compte non seulement des « *policy feedbacks* »[4], mais aussi de l'impact des discours qui politisent et légitiment l'action publique sur le climat d'opinion. Dans le domaine de l'énergie nucléaire, en France particulièrement, ces discours semblent avoir plus d'impact sur le climat d'opinion que le climat d'opinion ne semble en avoir sur les choix de politique publique[5].

---

1. Sylvain Brouard, Emiliano Grossman, Isabelle Guinaudeau, « La compétition partisane française au prisme des priorités électorales : compétition sur enjeux et appropriations thématiques », *Revue française de science politique*, 62 (2), avril 2012, p. 255-276.
2. W. Lance Bennett, Shanto Iyengar, « A New Era of Minimal Effects ? The Changing Foundations of Political Communication », *Journal of Communication*, 58 (4), 2008, p. 707-731.
3. Voir notamment J. Gerstlé, « La réactivité aux préférences collectives et l'imputabilité de l'action publique », art. cité ; Stuart N. Soroka, Christopher Wlezien, *Degrees of Democracy. Politics, Public Opinion, and Policy*, New York, Cambridge University Press, 2009 ; Christine Arnold, Mark N. Franklin, « Introduction : Issue Congruence and Political Responsiveness », *West European Politics*, 35 (6), 2012, p. 1217-1225 ; Laura Bonafont-Chaqués, Anna M. Palau, « Assessing the Responsiveness of Spanish Policymakers to the Priorities of Their Citizens », *West European Politics*, 34 (4), 2011, p. 706-730.
4. Christopher Ellis, Christopher Faricy, « Social Policy and Public Opinion : How the Ideological Direction of Spending Influences Public Mood », *The Journal of Politics*, 73 (4), 2011, p. 1095-1110 ; Alan M. Jacobs, J. Scott Matthews, « Why Do Citizens Discount the Future ? Public Opinion and the Timing of Policy Consequences », *British Journal of Political Science*, 42 (4), 2012, p. 903-935 ; Kent R. Weaver, « Paths and Forks or Chutes and Ladders ? Negative Feedbacks and Policy Regime Change », *Journal of Public Policy*, 30 (2), 2010, p. 137-162 ; Joe Soss, Sanford F. Schram, « A Public Transformed ? Welfare Reform as Policy Feedback », *American Political Science Review*, 101 (1), 2007, p. 111-127.
5. Les auteurs remercient Sciences Po Bordeaux, Grenoble et Paris ainsi que le ministère de l'Intérieur pour le financement des enquêtes Tri-Élec, Marie-Hélène El Jammal, Philippe Blanchard et Mathieu Brugidou pour la mise à disposition des résultats des enquêtes d'opinion sur l'énergie nucléaire en leur possession, James Stimson pour son assistance dans la construction du « *mood* », ainsi que les évaluateurs pour leurs commentaires sur la première version de l'article.

Sylvain Brouard, Florent Gougou, Isabelle Guinaudeau et Simon Persico

Chargé de recherche de la Fondation nationale des sciences politiques au Centre Émile Durkheim à Sciences Po Bordeaux, **Sylvain Brouard** co-dirige le Projet Agendas France. Il a dirigé (avec Andrew Appleton et Amy G. Mazur) *The French Fifth Republic at Fifty. Beyond Stereotypes*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008 ; et publié récemment : (avec Vincent Tiberj) *As French As Everyone Else ? A Survey of French Citizens of Maghrebin, African, and Turkish Origin*, Philadelphie, Temple University Press, 2011, (avec Nicolas Sauger et Emiliano Grossman) *Les Français contre l'Europe ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007 ; ainsi que nombreux articles dans des revues à comité de lecture. Ses recherches portent principalement sur la compétition politique, les institutions politiques et l'étude des agendas politiques, dans une perspective comparée (Centre Émile Durkheim, Sciences Po Bordeaux, 11 allée Ausone, 33607 Pessac cedex, <s.brouard@sciencespobordeaux.fr>).

Florent Gougou est post-doctorant à l'Université d'Oxford et chercheur associé au Centre d'études européennes de Sciences Po Paris. Il a récemment publié : (avec Simon Labouret) « La fin de la tripartition ? Les recompositions de la droite et la transformation du système partisan », *Revue française de science politique*, 63 (2), avril 2013, p. 279-302 ; (avec Simon Labouret) « Revisiting Data on the 2012 Legislative Elections : Political Supply, Party Competition and Territorial Divisions », *French Politics*, 11 (1), 2013, p. 73-97. Ses travaux portent principalement sur les mutations du vote des ouvriers en France et en Allemagne, sur les transformations des structures de clivages en Europe occidentale et sur les évolutions électorales dans la perspective des réalignements (Centre d'études européennes, Sciences Po Paris, 28 rue des Saints-Pères, 75007 Paris, <florent.gougou@sciencespo.fr>).

Chargée de recherches CNRS à PACTE-Sciences Po Grenoble, **Isabelle Guinaudeau** a récemment publié : (avec Simon Persico) « What is Issue Competition ? Conflict, Consensus, and Issue Ownership in Party Competition », *Journal of Elections, Public Opinion, and Parties*, en ligne ; et « EU Politicization through the Lens of Salience. How the EU Enters the French, British and German Electoral Agenda (1986-2009) », *French Politics*, 11 (2), 2013, p. 143-168. Elle est membre de l'équipe française du Comparative Agendas Project. Ses travaux en cours portent sur le rôle des partis politiques dans la mise à l'agenda des problèmes politiques et dans la production de la loi. Voir son site pour plus de détails : <www.mwpweb.eu/IsabelleGuinaudeau> (PACTE, Sciences Po Grenoble, BP 48, 38040 Grenoble cedex 9, <isabelle.guinaudeau@sciencespo-grenoble.fr>).

Simon Persico est attaché temporaire d'enseignement et de recherche auprès de l'Université Paris I-Panthéon Sorbonne. Il a récemment publié : « Allées et venues dans le champ de la gauche non socialiste », dans Vincent Tiberj (dir.), *Des votes et des voix. De Mitterrand à Hollande*, Nîmes, Champ social éditions, 2013, p. 95-100 ; (avec Isabelle Guinaudeau) « EU-Politicization through the Lens of Salience. How the EU Enters the French, British, and German Electoral Agenda (1986-2009) ? », *French Politics*, 11 (2), 2013, p. 143-168 ; (avec Isabelle Guinaudeau et Caterina Froio) « Action publique et partis politiques. L'analyse de l'agenda législatif français entre 1981 et 2009 », dans *Gouvernement et Action Publique*, 1 (1), 2012, p. 11-35. Membre de l'équipe française du Comparative Agendas Project, il prépare, au sein du Centre d'études européennes de Sciences Po, une thèse portant sur la prise en compte de l'environnement par les grands partis de gouvernement (Centre d'études européennes, Sciences Po Paris, 28 rue des Saints-Pères, 75007 Paris, <simon.persico@sciencespo.fr>).